

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°1 / MARS 2018

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

LA FAMINE

Les raisons d'un fléau qui persiste

L'INDE EN PLEIN ESSOR

La classe moyenne émergente,
qui compte plusieurs centaines
de millions de personnes, réclame
des logements plus spacieux

MANQUE DE MÉDICAMENTS

Grosse carence dans l'accès
aux médicaments vitaux

DOSSIER FAMINE



8

La faim: un problème mondial majeur, que l'on peut résoudre

Plus de 800 millions de personnes à travers le monde souffrent d'une sous-alimentation chronique. La famine frappe certains pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

15

« Nous devons mettre fin aux guerres »

Entretien avec David Beasley, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

17

L'importance des semences améliorées

La Suisse soutient, au Tchad, le développement d'un système de semences permettant aux familles paysannes de lutter contre la faim.

19

Faits et chiffres

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS INDE



20

Le rêve indien de la propriété individuelle

La classe moyenne émergente, qui compte plusieurs centaines de millions de personnes, demande des logements plus spacieux.

24

Sur le terrain avec...

Marylaure Crettaz Corredor, cheffe de mission de la coopération suisse en Inde, raconte son travail quotidien tout en contrastes.

25

À la fois si proche et si loin

La militante indienne des droits des femmes, Urvashi Butalia, évoque les relations toujours difficiles entre les deux voisins indien et pakistanais.

DDC



26

Du fromage suisse fabriqué au Kirghizstan

Une usine helvétique de transformation laitière a été vendue à des investisseurs privés: un extraordinaire projet touche à sa fin.

29

Du biocarburant à partir de lisier et de plantes

À Cuba, des familles paysannes produisent de l'énergie durable pour leurs propres besoins. Elles accroissent ainsi leurs revenus et diminuent la pollution des sols.

FORUM



32

Pourquoi les personnes défavorisées manquent-elles de médicaments ?

Près de la moitié de la population dans les pays pauvres n'a pas accès aux traitements vitaux.

35

Le dialogue vaut mieux que le bâton et la carotte

La coopération au développement en échange du rapatriement des réfugiés déboutés: des études montrent que cette méthode peut s'avérer contre-productive.

37

Née réfugiée

Carte blanche: l'Afghane Sharbanoo Sadat relate son enfance et les clichés qu'elle tente d'éviter.

CULTURE



38

« Le monde doit revenir à l'humain »

Entretien avec l'écrivaine sénégalaise Ken Bugul, l'une des grandes voix de la littérature africaine contemporaine.

3 Éditorial

4 Périscope

31 DDC interne

41 Service

43 Coup de cœur avec Florence Chitacumbi

43 Impressum

DES MILLIONS DE PERSONNES MENACÉES PAR LA FAMINE



Voici deux ans déjà, le magazine *Un seul monde* consacrait un dossier à la «faim». Il y était question de sous-nutrition et de malnutrition, ainsi que des problèmes liés à la sécurité alimentaire. À l'époque, on estimait que la lutte contre la faim dans le monde durerait quelques années encore. Malgré des revers inévitables, le succès, dans l'ensemble, paraissait inéluctable. Hélas, la réalité est aujourd'hui tout autre. Alors que j'écris ces lignes, 27 millions de personnes au Yémen et dans différentes régions d'Afrique sont menacées par la famine. Elles dépendent presque entièrement de l'aide humanitaire.

Comme dans la plupart des situations de faim aiguë, des denrées alimentaires sont plus que nécessaires pour éviter une catastrophe humaine, mais ne suffisent pas à résoudre la crise. Celle-ci résulte presque toujours d'un conflit armé. La production cesse et la population concernée n'a pas accès à la nourriture. Ce cas de figure se retrouve en particulier au Soudan du Sud, au Yémen et dans certaines régions du Nigeria. La mort par inanition ne constitue pas seulement la fin tragique de destins humains dans ces pays. Elle est aussi causée, ou du moins admise, par l'homme.

La DDC a mobilisé quinze millions de francs supplémentaires en février de l'an dernier pour lutter contre la famine dans les pays africains touchés par ce fléau. L'aide parvient, certes, aux populations qui en ont besoin, mais l'acheminement se révèle souvent extrêmement difficile et donc onéreux. En de nombreux endroits, notre principal partenaire sur le terrain, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, ne peut effectuer, pour des raisons de sécu-

rité, que des largages aériens de vivres. Ces derniers coûtent dix fois plus cher que l'approvisionnement par voie terrestre.

Ce nouveau numéro d'*Un seul monde* présente les énormes défis que doit relever la communauté internationale pour faire face à la crise alimentaire qui sévit en Afrique.

Le sujet suivant ne permettant pas de transition habile, je n'essaie même pas d'en trouver une. Il porte sur la refonte graphique de la revue que vous avez probablement déjà remarquée.

J'avoue n'avoir pas de sensibilité esthétique prononcée. Rien d'étonnant donc que mes collègues d'*Un seul monde* aient peiné à me convaincre de la nécessité d'une nouvelle mise en page pour notre publication. Lorsque les graphistes du DFAE m'ont vanté les mérites des «espaces de détente visuels» – un des éléments innovants –, je suis resté sceptique. J'ai finalement jugé sage de m'en remettre à des personnes dotées d'un sens artistique plus aiguisé que moi.

Le résultat de cette démarche, chères lectrices et chers lecteurs, vous le tenez entre vos mains et en serez les juges ultimes. J'espère que, comme moi, vous estimerez l'objectif atteint, qu'*Un seul monde* est encore plus agréable à lire et que les nombreux espaces de détente visuels (sans guillemets cette fois-ci) mettent davantage en valeur la qualité des articles.

Manuel Sager
Directeur de la DDC



© Nicolas Pelcaz

SURFER SUR INTERNET DANS UN CONTENEUR

(cz) La ZubaBox est un conteneur, transformable en cybercafé ou en salle de classe, dans les camps de réfugiés par exemple. Alimentée par l'énergie solaire, elle permet aux jeunes de renforcer leurs compétences en informatique. Précédemment destinés aux bateaux, ces conteneurs ont été développés par l'ONG britannique Computer Aid International. Ils sont installés et entretenus par des partenaires locaux. Ils existent déjà au Ghana, au Kenya, au Nigéria, au Togo, en Zambie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud. L'an dernier, une première ZubaBox a vu le jour à Bogota, en Colombie (photo).

MADE IN ÉTHIOPIA

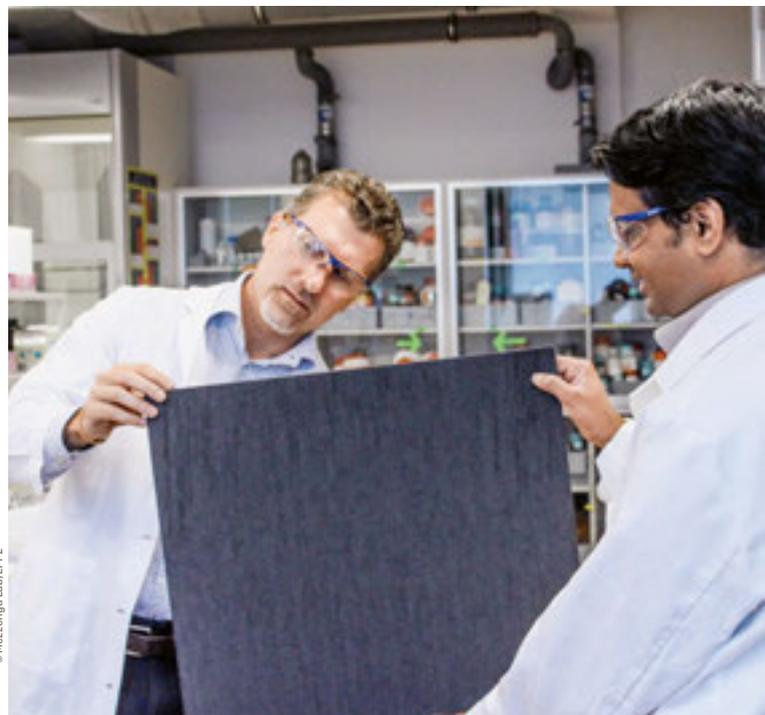
(cz) L'Éthiopie est en passe de devenir la Chine de l'Afrique. C'est du moins ce que laisse présager une étude actuelle du groupe de réflexion américain Center for Global Development. Contrairement à de nombreux pays du continent africain, l'Éthiopie a réussi à s'imposer comme un site de production important. Des marques telles que H&M, Guess et J. Crew s'y sont déjà installées en raison de la faiblesse des coûts, doublée d'une productivité comparativement élevée. L'équipe de chercheurs a examiné les frais de personnel et le coût des investissements, ainsi que la productivité et l'efficacité de plus de 5000 entreprises dans 29 pays. En regard des productions bien établies comme au Bangladesh, les résultats affichés par de nombreux États d'Afrique subsaharienne s'avèrent peu réjouissants. L'Éthiopie, au contraire, se montre compétitive et pourrait bénéficier de délocalisations en provenance de pays qui affichent des hausses salariales. Le secteur industriel y a crû de 10% au cours des dernières années. Dans l'ensemble, l'économie éthiopienne connaît l'une des croissances les plus dynamiques du monde.

MORTALITÉ INFANTILE : DES PROGRÈS

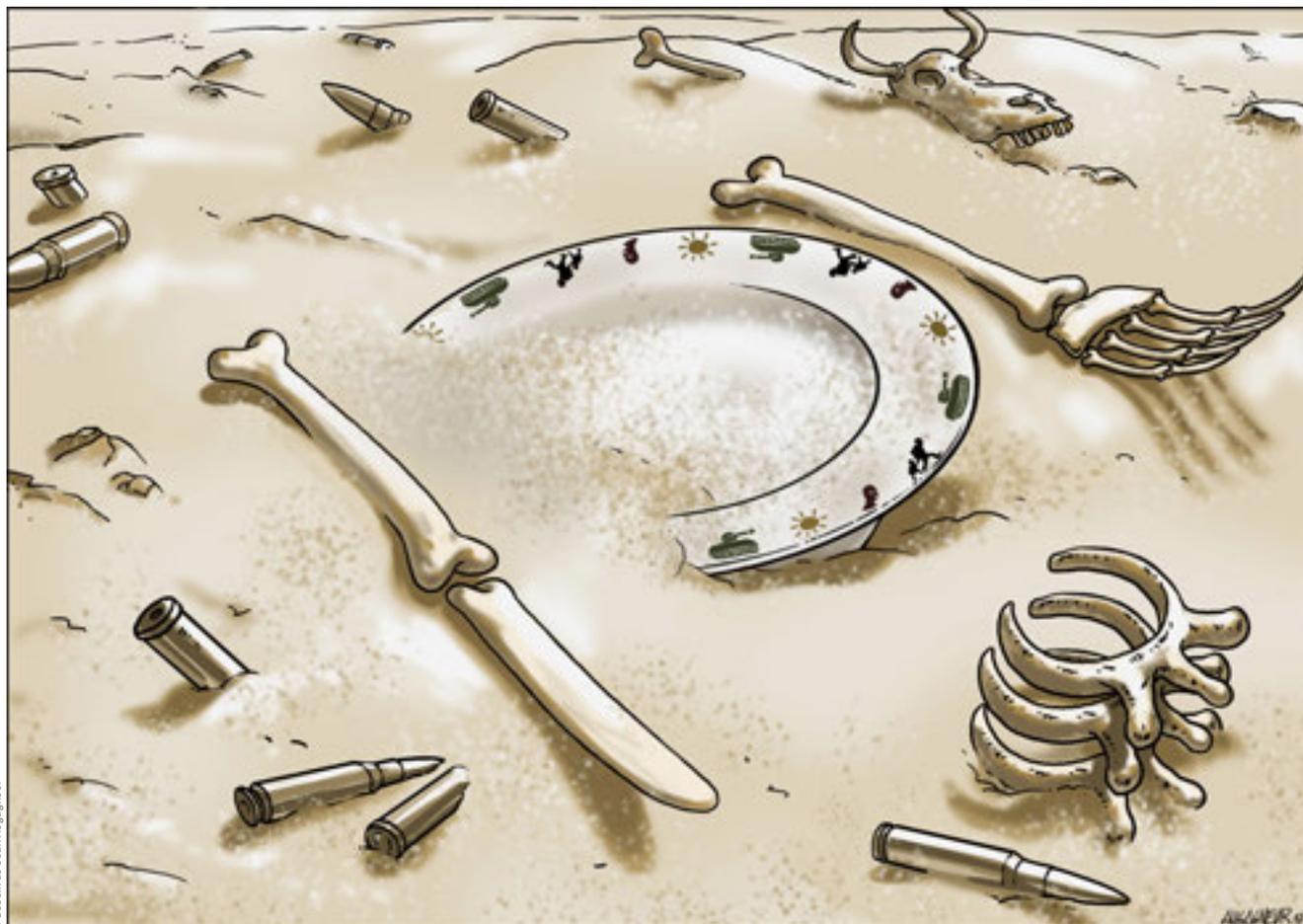
(cz) La mortalité infantile dans le monde est en chute libre. Le nombre d'enfants décédés avant leur cinquième anniversaire a diminué de plus de moitié, tombant à 5,6 millions en 2016 contre 12,6 millions en 1990, selon un récent rapport de l'ONU. Ces progrès importants constituent une bonne nouvelle. Il ne faut, cependant, pas oublier que de nombreux enfants meurent toujours de maladies évitables. Les Objectifs de développement durable ne sont ainsi pas encore atteints. D'ici à 2030, le taux de mortalité des moins de cinq ans, qui se situe aujourd'hui à 41 pour mille, ne devrait pas dépasser 25 pour mille. D'importants écarts subsistent entre les différents pays et régions. En Europe, un enfant sur 170 décède avant cinq ans. En Afrique subsaharienne, un sur treize n'atteint pas cet âge.

UN FILTRE SUISSE CONQUIERT LE MONDE

(bf) Raffaele Mezzenga, professeur à l'EPFZ, a développé avec son maître-assistant Sreenath Bolisetty une membrane qui permet de purifier l'eau des métaux lourds et d'autres substances toxiques qu'elle contient. Depuis sa publication dans le magazine spécialisé *Nature Nanotechnology* en janvier 2016, cette découverte fait les grands titres dans le monde entier. La demande est telle que les deux scientifiques ont créé leur propre entreprise sous le nom de Blue Act Technologies. Outre les sociétés minières et les centrales nucléaires, les pays en voie de développement s'intéressent tout particulièrement à ce nouveau filtre. Les deux chercheurs ont conçu, spécialement pour ces pays, une bouteille filtrante pour rendre toutes les eaux potables. Il s'agit d'« un projet humanitaire qui nous tient particulièrement à cœur », relève Raffaele Mezzenga. La distribution est prévue en Asie, en Afrique et en Amérique latine aux personnes n'ayant pas accès à l'eau potable. L'entreprise collabore avec les autorités et des ONG afin que ces bouteilles parviennent aux plus pauvres. Des terrains ont déjà été acquis dans l'État indien de l'Andhra Pradesh pour y construire des ateliers de production.



© Mezzenga Lab/EPFZ



© Dessin de Jean-Augagneur

UN « PARFUM D'ANTILOPE » CHASSE LES MOUCHES TSÉ-TSÉ

(bf) La maladie du sommeil qui sévit dans les pays d'Afrique subsaharienne peut se révéler mortelle en l'absence de traitement. Elle se transmet par la piqûre des mouches tsé-tsé, elles-mêmes infectées à partir d'êtres humains ou d'animaux porteurs de parasites pathogènes. Des scientifiques du Centre de recherche sur le développement de l'Université de Bonn ont découvert avec des collègues kényans et britanniques un moyen efficace pour lutter contre cette infection. Les mouches tsé-tsé évitant les cobes à croissant très répandus en Afrique, les chercheurs ont tout simplement imité l'odeur de ces antilopes. En faisant porter aux bœufs un collier imprégné de ce répulsif, ils ont constaté que plus de 80% des animaux placés dans un pâturage expérimental deux ans durant étaient épargnés par la maladie. La sécurité alimentaire et les revenus des familles de bergers se sont améliorés de manière significative. Selon les experts, cette méthode est nettement moins onéreuse et donc plus économique que les médicaments vétérinaires utilisés d'habitude.

LA SÉCHERESSE CONSTITUE BEL ET BIEN UNE SOURCE D'ÉMEUTES

(zs) Si un lien entre périodes de sécheresse et troubles politiques avait déjà été formulé, il n'avait pas encore été vérifié. Il est désormais scientifiquement établi. L'Université

de Genève, en collaboration avec ses consœurs de Lucerne et d'Heidelberg (Allemagne), a déterminé le lieu, le début et la durée de 1800 conflits survenus entre 1990 et 2011, en Afrique subsaharienne. Les économistes ont, ensuite, croisé cette base de données appelée SCAD (Social Conflict Analysis Database) avec un indice de sécheresse, le SPEI (Standardised Precipitation-Evapotranspiration Index). Ce dernier mesure les précipitations mensuelles d'une région et en soustrait la quantité d'eau qui s'évapore. Il permet de préciser la disponibilité hydrique mois après mois sur des surfaces de 50 km². Résultat de la recherche: les insurrections liées à la sécheresse éclatent dans les quatre semaines suivant une pénurie d'eau. Ce phénomène météorologique accroit de 10% à 50% le risque d'émeute. Les chercheurs vont exploiter ces données pour mieux identifier les périodes et les zones à risque afin de mettre en place des actions préventives.



© Brendan Bannion/Polaris/laif



Cette famille s'est réfugiée en Ouganda, après avoir fui la guerre civile au Soudan du Sud. Les conflits armés sont l'une des principales causes de la faim dans le monde. © Maria Feck/Tafel



DOSSIER FAMINE

LA FAIM : UN PROBLÈME MONDIAL MAJEUR, QUE L'ON PEUT RÉSOUDRE PAGE 8

« NOUS DEVONS METTRE FIN AUX GUERRES » PAGE 15

L'IMPORTANCE DES SEMENCES AMÉLIORÉES PAGE 17

FAITS ET CHIFFRES PAGE 19

LA FAIM : UN PROBLÈME MONDIAL MAJEUR, QUE L'ON PEUT RÉSOUDRE

Plus de 800 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique. La famine sévit en Afrique et au Moyen-Orient, alors que la production alimentaire mondiale suffirait à couvrir les besoins de la planète. L'aide humanitaire est indispensable, mais insuffisante pour inverser la tendance.

Texte : Jens Lundsgaard-Hansen

Une éruption volcanique en Indonésie, un été froid suivi d'une mauvaise récolte et d'une explosion des prix, les conséquences des guerres napoléoniennes: tel était le contexte de la dernière famine

qui a touché la Suisse, en 1816 et 1817. Aujourd'hui, 200 ans plus tard, une crise alimentaire aiguë frappe l'Afrique et le Moyen-Orient. Conflits armés, terrorisme et sécheresse ont poussé de

nombreuses personnes à quitter leur foyer. Selon les estimations, quelque 27 millions de personnes sont directement menacées par la famine. Dans des pays tels que le Nigéria, la Somalie, le Sou-



Actuellement, quelque 27 millions de personnes à travers le monde sont directement menacées par la famine. Les régions frontalières du Soudan du Sud et de l'Ouganda (à gauche) ainsi que le Somaliland (à droite), frappé par la sécheresse, sont particulièrement touchés.

© Maria Feck/laif
© Christoph Goedan/laif



dan du Sud, le Yémen, la Syrie et l'Irak, se joue actuellement «la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale», selon David Beasley, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU (voir interview page 15).

Outre ces zones sensibles, les statistiques font état de 815 millions de personnes affectées par la faim chronique et la malnutrition. Un être humain sur neuf se couche, le soir, le ventre vide. La faim s'accompagne, par ailleurs, le plus souvent de la soif. La quasi-totalité des personnes touchées vivent dans des pays en développement. Trois quarts d'entre elles habitent à la campagne, précisément là où les denrées sont produites paradoxalement. Quelque trois millions d'enfants de moins de cinq ans meurent, chaque année, de sous-alimentation chronique. Ceux qui survivent pâtissent, toute leur vie durant, de carences dues à une alimentation déséquilibrée. Cette «faim invisible» frappe aujourd'hui deux milliards d'individus à travers le monde. Parallèlement, plus de 600 millions de personnes

sont en surpoids – un phénomène croissant également dans les pays en développement. Ainsi, la faim et la malnutrition revêtent de multiples facettes (voir encadré page 11).

Défenses immunitaires fragilisées

La famine est un scandale. Cette formulation concise cache, pourtant, un phénomène complexe, aux conséquences multiples, qui ne saurait se limiter au simple fait de «manger et boire trop peu». La faim, la sous-nutrition et la malnutrition fragilisent les individus et leurs défenses immunitaires. Près de la moitié des décès infantiles, avant l'âge de cinq ans, sont dus à la faim et à la malnutrition. Plus de 100 millions d'enfants sont exposés à des retards de croissance physique, ainsi qu'à une diminution de leurs capacités cognitives et d'apprentissage tout au long de leur vie. Leur développement et leur épanouissement sont compromis. Selon l'Organisation mondiale de la santé, au moins 250'000 enfants perdent la vue chaque année, en raison d'un manque

de vitamine A. La faim et la malnutrition représentent le risque sanitaire mondial le plus important – plus que le SIDA, la tuberculose et le paludisme réunis.

Les femmes enceintes, les mères qui allaitent et les paysannes, dont le travail est exigeant physiquement, sont particulièrement touchées. Alors que leurs besoins nutritionnels sont plus élevés,

CENT FOIS LA SUISSE

La population mondiale a augmenté de quelque deux milliards de personnes entre 1990 et aujourd'hui. Le nombre d'êtres humains souffrant de la faim a, lui, sensiblement diminué, mais atteint encore 815 millions, soit 100 fois la population suisse. Environ 98% d'entre eux vivent dans les pays en développement : 520 millions en Asie et 240 millions en Afrique, essentiellement au sud du Sahara.

elles sont souvent les dernières servies à table. Les personnes qui peinent à se nourrir n'ont, en outre, pas les moyens de s'offrir des soins de santé ou une formation.

D'après des économistes, les enfants ayant souffert de malnutrition perçoivent, à l'âge adulte, un revenu inférieur de 5 à 10% à la moyenne. En d'autres termes, les personnes affectées par la faim tombent souvent dans la pauvreté. Et, bien souvent, la génération suivante peinera à s'en affranchir. La précarité entraîne la faim et inversement. Difficile de briser ce cercle vicieux. Une forte croissance économique et une hausse substantielle des revenus sont nécessaires dans les pays pauvres et très pauvres.

Objectif « faim zéro »

La faim chronique demeure une triste réalité. La planète a, pourtant, les capacités de nourrir tous ses habitants. Le droit à un niveau de vie suffisant, y compris celui à une alimentation saine et suffisante, est un droit humain. L'Agenda 2030 de l'ONU a notamment pour but d'éradiquer la faim dans le monde d'ici à douze ans.

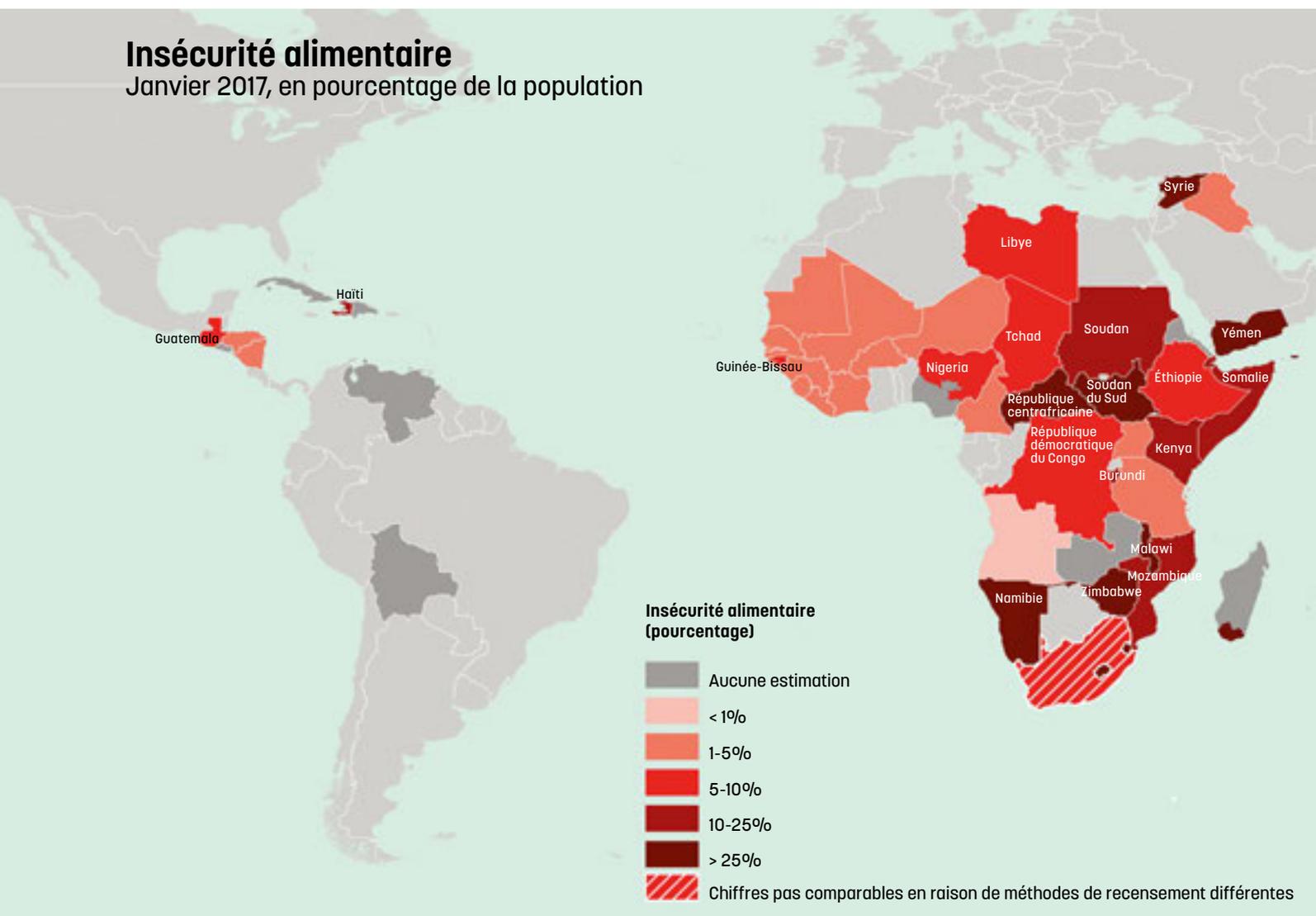
Éliminer la faim : est-ce un objectif réaliste, alors que le monde comptera deux milliards d'habitants supplémentaires à l'horizon 2050, selon les estimations de l'ONU ? La demande en denrées alimentaires, due à la hausse du niveau de vie de nombreuses personnes, devrait bondir de 70% en moyenne, voire de 100% dans les pays en développement.

Même accrue, elle peut être satisfaite selon la FAO. D'après Simon Zbinden, chef adjoint du programme global Sécurité alimentaire de la DDC, « il ne s'agit pas tant de savoir *si* il est possible de produire autant de nourriture, mais *où* et *comment*, et qui pourra y accéder. » Quelles sont dès lors, outre la pauvreté, les causes de la faim dans le monde ? Et quels sont les moyens à mettre en œuvre pour l'éradiquer ?

Croissance démographique

Si elles ne concernent qu'une minorité des personnes souffrant de la faim, les crises alimentaires aiguës comme celles qui frappent l'Afrique se révèlent particulièrement violentes. Les conflits armés et/ou les catastrophes naturelles

Insécurité alimentaire Janvier 2017, en pourcentage de la population



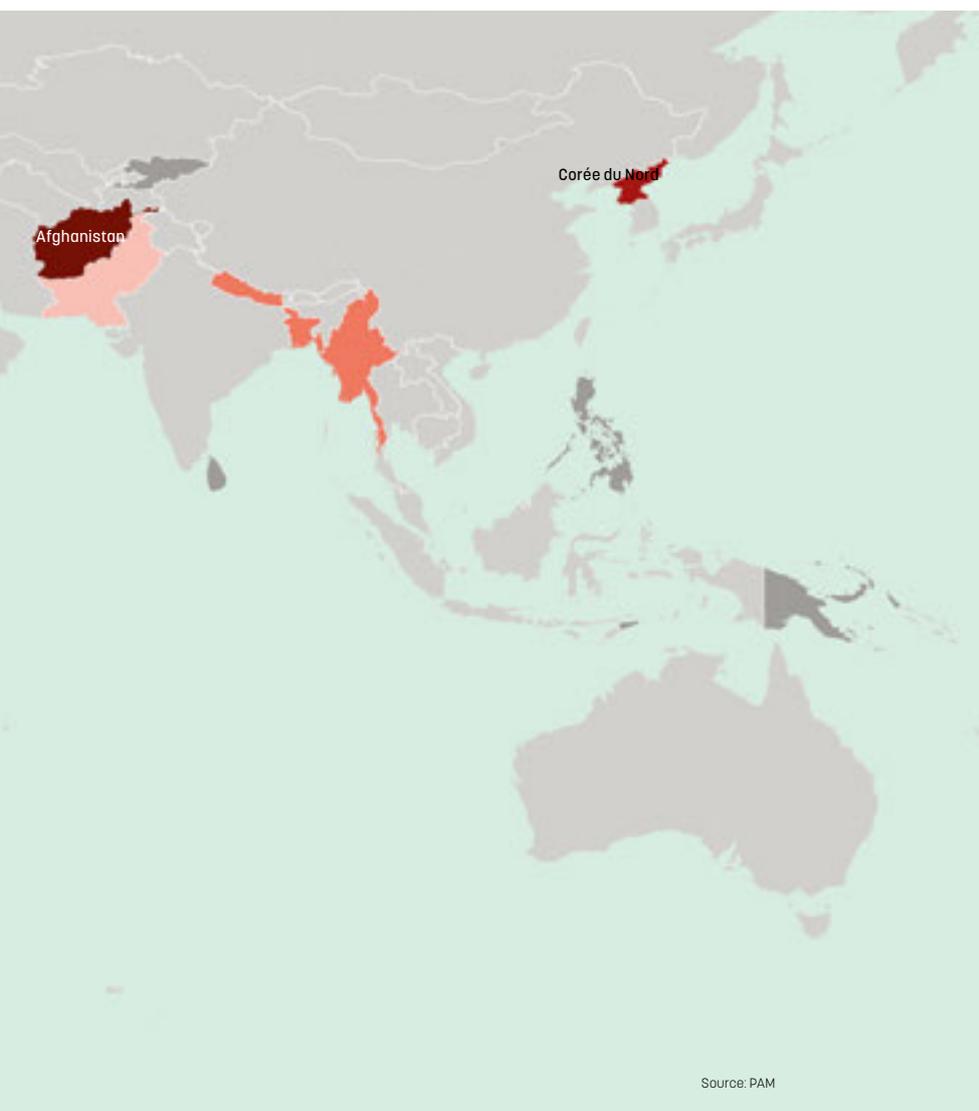
comme les sécheresses ou les inondations, accentuées par le changement climatique, en sont les causes. Les États fragiles et très pauvres, affichant une forte croissance démographique, s'avèrent les plus affectés. Ils ne sont pas capables de gérer de telles crises. Déjà faibles, leurs infrastructures – routes, écoles, équipements sanitaires, administration – s'effondrent rapidement.

Dans ces situations d'urgence, l'aide humanitaire s'efforce de soulager les besoins les plus criants. Nourriture, eau, tentes et couvertures sont distribuées. Des pays tels que la Suisse et les organisations mondiales dépêchent des ressources et renforcent celles sur place. «Actuellement, le PAM fournit une assistance à quelque quinze millions de personnes au Soudan, en Somalie, au

Nigéria et au Yémen. C'est énorme, tant au plan logistique que financier», souligne Simon Zbinden.

Promouvoir la paix

Des structures pérennes doivent être mises en place dès le début de la crise, en particulier dans les pays fragiles et pauvres. Ces États et leurs habitants pourront ainsi éviter ou du moins surmonter les famines plus rapidement. Lutter contre la faim passe donc aussi par un soutien à la santé, aux écoles, à la formation professionnelle, au travail et à une hausse des revenus. La promotion de la paix, de la participation citoyenne et de la démocratie se révèle cruciale également.



LES NOMBREUSES FACETTES DE LA FAIM

Faim aiguë, famine : Le manque de nourriture est tel qu'il menace la vie, même lors d'une période restreinte. Il fait généralement suite à une catastrophe naturelle, à un conflit armé ou à la destruction d'infrastructures. Cette forme extrême ne touche qu'une minorité des gens souffrant de la faim (chronique).

Faim chronique : Les rations quotidiennes ne couvrent pas les besoins nutritionnels (1800 à 2100 calories par jour), entraînant des carences en protéines et une fatigue chronique. Parmi les 815 millions de personnes concernées, les femmes et les enfants sont les plus touchés. Le développement des plus petits est affecté (cerveau, yeux, organes, croissance) et leur mortalité sensiblement plus élevée.

Faim invisible : D'importantes inégalités en termes de qualité nutritionnelle subsistent. Une alimentation déséquilibrée provoque des carences en fer, en vitamine A, en iode et en zinc notamment. Environ deux milliards d'êtres humains sont touchés. Leur santé est affaiblie et leurs performances diminuées.

Obésité : Cette forme particulière de déséquilibre alimentaire touche plus de 600 millions d'êtres humains. Elle augmente également dans les pays en développement. Elle constitue l'une des principales causes des maladies de notre civilisation, telles que le diabète, les troubles cardiovasculaires et l'hypertension.



Une scène de rue à Sanaa, capitale du Yémen. Selon l'ONU, ce pays ferait face à la plus grande famine que le monde ait connue depuis des décennies. © Michel Troncy/Gamma-Rapho/laif

Production agricole et faim sont étroitement liées. À cet égard, des aspects transversaux sont à prendre en considération. Cinq cents millions d'exploitations familiales produisent quelque 70% des denrées disponibles à l'échelle mondiale. Les femmes jouent un rôle essentiel dans ce domaine. Pourtant, elles ne peuvent, la plupart du temps, pas accéder à la propriété foncière et n'ont pas voix au chapitre dans les assemblées villageoises. Et c'est justement là où la productivité agricole est faible que la famine sévit, comme en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud.

Miser sur les exploitations familiales

Selon Simon Zbinden, « ces exploitations familiales sont la clé de voûte de la sécurité alimentaire de ces pays. Leur bonne santé revêt une importance primordiale dans la lutte contre la faim et la pauvreté dans les régions rurales. » Les œuvres d'entraide suisses abondent dans le même sens. Swissaid met ainsi l'accent sur les méthodes biologiques

chez les familles de petits paysans et sur le renforcement des organisations paysannes et des groupes de femmes. « La productivité ainsi que la variété des produits cultivés augmentent », relève la directrice de l'organisation, Caroline Morel. « C'est très impressionnant. »

« NOS BESOINS ALIMENTAIRES CONSTITUENT L'UNE DES PRINCIPALES MENACES PESANT SUR NOTRE PLANÈTE »

Si les denrées alimentaires elles-mêmes sont essentielles, l'accès à celles-ci l'est tout autant. Un quart des calories produites dans le monde se perdent avant d'avoir atteint les assiettes des consommateurs. Dans les États industrialisés, les déchets alimentaires se trouvent au cœur du problème. Dans les pays en développement, le transport et le stockage présentent des lacunes. De plus,

seules 55% des céréales produites sont destinées à la consommation humaine. Quelque 36% aboutissent dans les augees du bétail pour la production de viande et 9% sont transformées en biocarburant. Une répartition différente aurait des effets. Autre aspect important de l'accès à l'alimentation: le système de sécurité sociale. Ce dernier vient en aide aux personnes qui n'ont pas les moyens de s'acheter de la nourriture. Près de cent pays apportent un soutien alimentaire aux populations défavorisées. Environ 130 octroient des repas gratuits aux écoliers. Pour autant, plus des deux tiers des personnes touchées par la faim ne bénéficient toujours pas d'une quelconque aide sociale.

La production agricole comporte aussi ses parts d'ombre. Elle compte parmi

les principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Elle pollue les sols et réduit la biodiversité. «Nos besoins alimentaires constituent l'une des principales menaces pesant sur notre planète», avertit Jonathan Foley, célèbre spécialiste américain de l'environnement. D'après lui, il est, toutefois, possible de doubler la production agricole sans augmenter la surface qui lui est dédiée, tout en réduisant son impact sur l'environnement. Pour cela, tant les grandes que les petites exploitations doivent améliorer leurs contributions.

Parmi les principaux défis qui se posent figure la question de l'eau. Environ 40% de la population mondiale est touchée par une pénurie. Selon les prévisions de la FAO, cette proportion pourrait grimper à quelque 65% en 2050 sous les effets du changement climatique, de la croissance démographique et de la hausse des besoins. Sans compter que

les conflits liés aux ressources hydriques vont augmenter. La FAO reste, néanmoins, convaincue que les réserves disponibles devraient suffire à alimenter l'humanité entière et ce, alors même que l'agriculture est le secteur le plus gourmand en eau. En 2050, ce dernier devrait encore accaparer la moitié des ressources. Difficile de s'imaginer une agriculture sans eau, pilier de sa productivité et de son rendement. La moitié des céréales produites aujourd'hui le sont sur des terres irriguées, lesquelles représentent un cinquième de la surface cultivée totale. La gestion intelligente et efficiente des ressources hydriques revêt, dès lors, une importance toujours plus grande. Le potentiel en la matière est considérable, que ce soit dans les petites ou les grandes exploitations, mais les connaissances et la formation sont souvent insuffisantes. L'irrigation n'est le plus souvent pas optimale. Or, des techniques relativement simples ou

des outils technologiques permettraient d'affiner le dosage selon le type de sol et d'améliorer ainsi sensiblement l'efficacité de l'utilisation de l'eau.

Protéger l'environnement

Des progrès seraient également réalisables dans le stockage. Des méthodes accessibles et biologiques, comme le paillage ou le compostage, augmentent la qualité du sol et sa capacité à retenir l'eau. La protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique ont également pour effet de préserver l'or bleu, essentiel à la sécurité alimentaire. Quelque 80% des réserves hydriques se trouvent en altitude, tandis que les surfaces boisées approvisionnent un tiers de la population urbaine. «L'abattage des forêts tropicales en vue de nouvelles terres arables représente l'une des activités les

ENGAGEMENT ET STRATÉGIE DE LA DDC PAYS FRAGILES: UNE VIGILANCE ACCRUE

La faim constitue un thème central dans la stratégie de la DDC, qui voue une attention particulière aux États fragiles. Ce fléau est, en effet, intimement lié à la vulnérabilité, à l'instabilité des pays, à la faiblesse des infrastructures et aux conflits armés. Ces derniers sont «le meilleur terreau de la faim», selon Simon Zbinden, codirecteur du Programme global Sécurité alimentaire de la DDC. La coopération suisse privilégie les pays d'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud ainsi que les régions en crise au Moyen-Orient. «Obtenir des résultats dans des États fragiles est plus coûteux et plus difficile peut-être, mais les besoins y sont criants», relève Simon Zbinden. La paix, la participation citoyenne et la démocratie, de même que l'éducation et la santé sont au cœur de ce combat (indirect) contre la faim.

L'agriculture et la sécurité alimen-

taire représentent un autre pilier de la lutte contre la faim et la pauvreté. En matière de budget (2016), elles occupent la première place dans la coopération bilatérale au développement de la DDC. Les exploitations agricoles familiales sont visées. Elles jouent un rôle-clé dans les régions touchées par la faim en Afrique ou dans l'Asie du Sud. Le potentiel d'amélioration est grand. La formation et le recours à de nouvelles méthodes respectueuses des ressources sont essentiels, tout comme l'adaptation aux changements climatiques et l'accès sûr à la terre, aux forêts et à l'eau.

Alerte précoce

C'est aussi sur les pays fragiles, meurtris par les conflits – la Somalie, le Soudan du Sud ou la Syrie – que la DDC concentre son assistance humanitaire.

Grâce aux structures permanentes sur place, elle dispose d'un «système d'alerte précoce» et peut ainsi facilement renforcer son aide en cas de crise sévère (famine, migration).

Réagissant à la faim aiguë dans certains pays, la DDC a rapidement accru son soutien aux organisations internationales. En 2016, avec une contribution suisse de quelque 67 millions de francs, le Programme alimentaire mondial (PAM) était, de toutes les agences onusiennes, le premier bénéficiaire de l'aide humanitaire de la Confédération. Les versements devraient s'avérer, au final, encore plus élevés en 2017. La Suisse fait ainsi partie des principaux bailleurs de fonds du PAM. ■



Une classe au Mali (Afrique de l'Ouest). Les enfants ayant souffert de malnutrition voient leurs capacités d'apprentissage et leurs performances amoindries tout au long de leur vie. © Godong/robertharding/laif

plus destructrices pour notre planète», s'inquiète Jonathan Foley.

Un défi colossal, mais possible à relever

Des changements dans le traitement des sols sont aussi recommandés, note Simon Zbinden. Certains sont faciles à mettre en œuvre. «Chez nous, nous utilisons trop de fertilisants. En Afrique, un peu plus d'engrais et un travail amélioré des sols auraient un impact considérable.» Face au changement climatique également, lequel affecte fortement l'agriculture des pays en déve-

loppement, les préoccupations varient: «Si les États industrialisés doivent réduire leurs gaz à effet de serre, les pays en développement sont contraints de s'adapter aux conditions météorologiques changeantes, via la sélection de variétés céréalières plus résistantes ou la lutte contre l'érosion des sols par exemple.»

Pour éradiquer la faim, quelque 270 milliards de francs d'investissements annuels sont nécessaires. La tâche est colossale, mais il existe de nombreuses approches et solutions applicables. «Vaincre la faim est le défi le plus réaliste du monde», selon le PAM. ■

DES PRIX ÉQUITABLES

La faim est également liée à un manque d'équité. L'accaparement des terres - soit l'achat ou la location à grande échelle de terres arables par les États, les grandes entreprises et les acteurs financiers - prive les populations des pays en développement de leurs moyens de subsistance. Le commerce équitable garantit des prix justes aux petits paysans et une production durable. Or, en Suisse aussi, le protectionnisme agricole ferme les marchés à diverses denrées en provenance des pays du Sud. L'engagement pour la démocratie, les droits humains et l'État de droit, ainsi que la lutte contre la corruption et le libre-échange unilatéral figurent parmi les priorités de la DDC et des œuvres d'entraide helvétiques.



« NOUS DEVONS METTRE FIN AUX GUERRES »

David Beasley, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, évoque la malnutrition aiguë qui sévit actuellement en Afrique et au Moyen-Orient. Il s'agit, selon lui, de la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale. Entretien réalisé par Jens Lundsgaard-Hansen.

Après plusieurs années de recul, le nombre de personnes souffrant de la faim a à nouveau augmenté en 2016. Que se passe-t-il ?

Nous avons effectivement accompli de grands progrès dans la lutte contre la faim au cours des deux dernières décennies. Hélas, la situation évolue dans le mauvais sens actuellement. Quelque 108 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire sévère à travers le monde en 2016, contre 80 millions l'année précédente. Les conflits constituent la principale cause de cette hausse.

Quelque 27 millions de personnes risquent présentement de mourir de faim. Il s'agit de la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale.

Soudan du Sud, Somalie, Yémen, Syrie et bien d'autres pays: la liste des régions en conflit ou en crise est longue. Vous est-il encore possible de fixer des priorités ou vous sentez-vous comme Sisyphe qui doit pousser son énorme rocher ?

Plus que jamais, nous avons besoin de nouvelles forces pour lutter contre la

faim. En priorité, il faut mettre fin aux conflits, qui conditionnent la situation en matière de sécurité alimentaire dans les régions que vous évoquez. Nous faisons tout notre possible pour que les gens prennent conscience de la dimension de ces crises. Ils doivent comprendre à quel point celles-ci affectent des vies et combien il est important, pour l'équilibre mondial, d'éradiquer la famine. Cette dernière contribue grandement à l'instabilité. Elle constitue l'un des éléments déclencheurs de l'actuelle montée en flèche des flux migra-

toires. Nos recherches montrent qu'une augmentation de 1% de l'insécurité alimentaire entraîne une hausse de 2% de la migration.

Obtenez-vous le soutien nécessaire des pays donateurs, notamment de la Suisse?

La crise actuelle nécessite des fonds supplémentaires. La réaction de nos pays donateurs a été extraordinaire. La Suisse a toujours été et reste un partenaire de premier plan. Depuis 2012, elle figure parmi nos dix principaux dona-

**«UNE AUGMENTATION DE 1%
DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ENTRAÎNE UNE HAUSSE DE
2% DE LA MIGRATION.»**

teurs. Au fil des années, elle est devenue l'un des principaux alliés du PAM, dont elle soutient vigoureusement la nouvelle stratégie. Son appui n'est pas seulement financier et matériel. La DDC aide le PAM à jeter des ponts entre aide humanitaire et coopération au développement en cas de crises et de catastrophes. Elle apporte également de nouvelles approches innovantes, telles que les transferts monétaires en faveur des personnes défavorisées.

Au regard de toutes ces crises, le PAM a-t-il suffisamment de ressources et de force pour ne pas traiter seulement les symptômes de la faim, mais aussi les causes de ce fléau?

À long terme, le PAM souhaite contribuer au développement économique des pays et des sociétés dans lesquels il est présent. Nous nous efforçons de fournir des repas scolaires à un plus grand nombre d'enfants et de faire participer les adultes en bonne santé physique à l'essor de leur région. Le PAM demeure en première ligne dans les situations d'urgence. Toutefois, pour assurer la sécurité

alimentaire de manière durable, nous devons améliorer ensemble la situation de chaque homme, de chaque femme et de chaque enfant. Notre application «Share The Meal» (www.sharethemeal.org), par exemple, permet de verser un don très facilement.

Que fait le PAM en matière d'insécurité alimentaire chronique et de malnutrition?

Nous transmettons nos connaissances aux gouvernements et les soutenons dans la lutte contre la faim. Nos experts en matière de repas scolaires collaborent avec divers pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine pour leur permettre d'établir et de gérer leurs propres programmes. L'objectif est de scolariser les enfants défavorisés afin de leur offrir une éducation et un avenir meilleur.

L'objectif de l'Agenda 2030 est clair : éradiquer la faim. Est-ce réaliste, alors que la planète comptera quelque deux milliards d'êtres humains supplémentaires d'ici à 2050?

Je crois fermement en cet objectif. Des hommes et des femmes au PAM y travaillent chaque jour. Nombreux sont ceux qui mettent en danger leur sécurité personnelle pour aider les plus vulnérables. Nous ne perdrons jamais de vue l'objectif de l'Agenda 2030. Je dois, néanmoins, avouer ceci : nous n'éliminerons jamais la faim si nous ne mettons pas fin aux conflits. Ces derniers génèrent toujours une grave insécurité alimentaire et inversement. La planète dispose de ressources suffisantes pour nourrir ses habitants, mais les guerres anéantissent tout progrès. Notre but ultime ne peut alors être atteint. ■

DAVID BEASLEY

est directeur exécutif du Programme alimentaire mondial des Nations Unies depuis avril 2017. L'agence onusienne assiste, chaque année, quelque 80 millions d'êtres humains souffrant de la faim. David Beasley a œuvré pendant plus de 40 ans dans les domaines de la politique, de l'économie et des services publics, en s'engageant pour le développement économique et l'aide humanitaire aux plus défavorisés. De 1995 à 1999, il a été gouverneur de Caroline du Sud (États-Unis).

L'IMPORTANCE DES SEMENCES AMÉLIORÉES

Sans aide extérieure, des millions de Tchadiens ne pourraient subvenir à leurs besoins alimentaires.

La production agricole dans ce pays d'Afrique central est faible, les structures inexistantes et la pluie rare. La DDC met en place un système de semences national pour offrir des variétés améliorées aux familles paysannes.



«C'est souvent en vain que les paysans recherchent des semences de qualité», constate Mahamat Guihini Dadi, collaborateur de la DDC au Tchad. Les produits sur les marchés locaux sont rares, tant la production et l'offre sont faibles. La chaîne des semences tout entière – de la mise au point de nouvelles variétés à la distribution, en passant par la production – fonctionne mal, voire pas du tout.

Ces failles sont désastreuses. À elles seules, des semences de qualité permettraient d'étoffer la production céréalière tchadienne de plus de 20%. Il est urgent d'agir. À l'échelle mondiale, le Tchad affiche le niveau de faim le plus élevé après la République centrafricaine. Les deux tiers de la population (quatorze millions d'habitants au total) vivent dans l'extrême pauvreté. «L'an dernier, environ un quart dépendait de l'aide

Dans le sud du Tchad, où la DDC est active, ces agricultrices vérifient la qualité des semences.

© Mahamat Guihini Dadi/DDC

extérieure pour se nourrir», explique Mahamat Guihini Dadi. «Et la situation semble empirer au lieu de s'améliorer.»

Renforcer la chaîne entière

Les causes de la malnutrition généralisée sont multiples. Le changement climatique semble accentuer les périodes de sécheresse. Autrefois, la pluie tombait suffisamment une année sur deux, voire trois. Désormais, c'est le cas tous les quatre ans seulement. La nature n'est pas seule en cause. La faible productivité agricole est due aussi à des méthodes inadaptées, à une formation insuffisante, à la mauvaise qualité des outils ainsi qu'au manque d'argent qui empêche tout investissement. De plus, lorsque les structures sont inexistantes ou floues, comme pour les semences, c'est le système dans son ensemble qui ne fonctionne pas.

Le projet financé par la DDC consiste à mettre en place une filière qui permette aux paysans situés en bout de chaîne d'accéder à des semences de meilleure qualité. L'objectif est d'augmenter les récoltes et les revenus dans les conditions climatiques difficiles qui prévalent pour mieux lutter contre la faim. À l'heure actuelle, la chaîne compte de nombreux maillons faibles ou mal reliés. Pour ces raisons, la coopération suisse soutient le ministère de l'Agriculture tchadien dans la création d'un cadre juridique régissant une filière semencière ordonnée. Un plan d'action national pour la production et la distribution de semences doit notamment être lancé.

L'Institut tchadien de recherche agronomique pour le développement forme, pour sa part, le personnel et développe de nouvelles variétés. Des instruments et des méthodes efficaces d'analyse et de contrôle qualité sont introduits. Au niveau régional, les exploitations agricoles doivent produire des variétés améliorées et mettre en place des canaux de distribution permettant d'atteindre les villages et les familles paysannes. In

fine, celles-ci utiliseront les nouvelles semences de meilleure qualité.

«Il s'agit de développer les compétences et les instruments, de clarifier les rôles et les responsabilités ainsi que d'établir des processus qui doivent d'abord être testés pour pouvoir fonctionner de manière autonome par la suite», résume Mahamat Guihini Dadi. Au-delà des aspects théoriques, des méthodes et des procédés, la pratique s'avère essentielle elle aussi. Les responsables du projet accompagnent et soutiennent les activités des différentes instances concernées. Ils élaborent des supports didactiques et des listes de contrôle, proposent des formations, définissent les responsabilités et instaurent des formes de collaboration.

Priorité aux femmes et aux enfants

Le projet porte déjà ses fruits. Dans le sud du Tchad, par exemple, plusieurs groupes de femmes cultivent des semences améliorées et les vendent sur les marchés. Grâce aux revenus perçus, elles peuvent nourrir et scolariser leurs enfants.

«Le projet cible en priorité les femmes et les jeunes», relève Mahamat Guihini Dadi. Et ce, pour deux raisons très concrètes. Tout d'abord, les femmes enceintes et les enfants sont les plus durement touchés par la faim. De plus, ce sont souvent les femmes qui restent au village, assurent la production agricole et disposent de larges connaissances en matière de semences. Les hommes, eux, se rendent en ville pour trouver du travail. ■

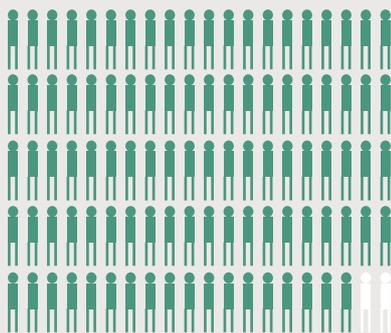
UN PROJET EN RÉSEAU POUR UN PAYS IMMENSE

La République du Tchad compte quelque quatorze millions d'habitants sur une superficie équivalant à celles de l'Allemagne, de la France et de l'Italie réunies. Le projet de la coopération suisse, qui consiste à mettre en place une filière semencière, se déploie au nord et au sud du pays. La première phase s'achèvera à la fin de l'année; la seconde est en préparation. Une extension ainsi qu'une participation financière de l'Union européenne et de l'Allemagne sont envisagées. La Banque mondiale a lancé son propre projet. Lequel devrait renforcer l'impact de celui mis en œuvre par la DDC.

FAITS ET CHIFFRES

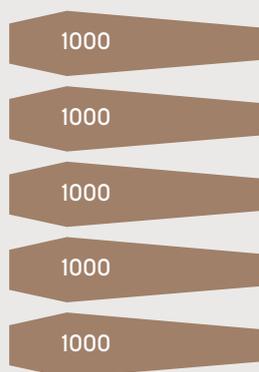
98%

des personnes souffrant de faim chronique vivent dans les pays en développement. Trois quarts d'entre elles habitent à la campagne.



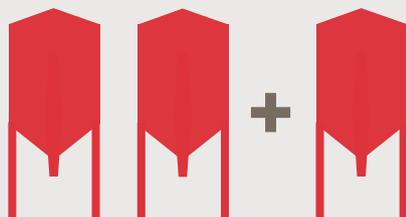
5000 enfants

à travers le monde meurent, chaque jour, de sous-alimentation ou de malnutrition.



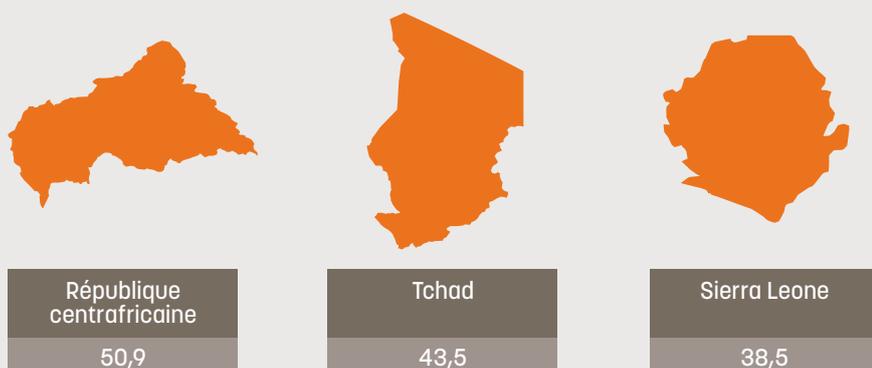
1 milliard de tonnes

C'est la quantité supplémentaire de céréales qu'il faudra cultiver d'ici à 2050 pour couvrir les besoins de la population mondiale. La production actuelle s'élève à plus de deux milliards de tonnes.



Urgence alimentaire en République centrafricaine

Selon l'Indice de la faim dans le monde 2017 (www.globalhungerindex.org), 52 pays sur 119 présentent une situation « grave », « alarmante » ou « extrêmement alarmante ». Les pays affichant les scores les plus élevés sont :



Autres chiffres-clés

- > Sur les 815 millions de personnes souffrant de faim chronique, environ 490 millions vivent dans des régions en conflit et en crise.
- > Plus de 600 millions de femmes, soit un tiers de la population féminine en âge de procréer, sont anémiques en raison de sous-alimentation ou de malnutrition.
- > Quelque 40 millions d'enfants de moins de cinq ans se trouvent en surpoids ou obèses. Plus de 650 millions d'adultes sont considérés comme obèses.
- > Les variations de prix des denrées alimentaires touchent tout particulièrement les catégories les plus défavorisées. Aux États-Unis, les dépenses alimentaires représentent un peu moins de 7% du budget des ménages, contre 9% en Suisse. Dans les pays en développement, elles varient entre 40 et 60%, parfois même plus.

Sources et liens

- www.worldhunger.org
Hunger Notes (World Hunger Education Service and World Hunger Notes) : une précieuse source d'information concernant les divers aspects de la faim.
- www.wfp.org
Le Programme alimentaire mondial (PAM) est l'agence onusienne en première ligne pour lutter contre la faim dans le monde. Il réunit différents organismes, tels que la FAO, le Fonds international de développement agricole, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ou l'Organisation mondiale de la santé.
- www.fao.org
La FAO a publié notamment le rapport *Comment nourrir le monde en 2050*.



LA RÊVE INDIEN DE LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE

En Inde, la classe moyenne émergente, qui compte plusieurs centaines de millions de personnes, aspire à des logements plus spacieux. Depuis la réforme monétaire, en 2016, l'économie et en particulier le secteur de la construction se sont effondrés, alors que le pays a affiché la plus forte croissance mondiale des années durant. De nombreux Indiens espèrent, néanmoins, emménager prochainement dans leur appartement payé, mais inachevé.

Texte: Volker Pabst, à New Delhi

De tout temps, New Delhi s'est agrandie en étendant sa superficie. Le territoire de la capitale indienne, qui compte plus de 20 millions d'habitants, couvre aujourd'hui 1500 km². Au centre, rares

sont les maisons de plus de quelques étages. À quelques exceptions près, les grands immeubles sont inexistants. Depuis quelques années, la mégalopole croît, pourtant, en hauteur. À la périphé-

rie, des banlieues, composées de tours résidentielles en béton, sortent de terre. Des centaines de milliers de personnes, appartenant à la classe moyenne émergente, espèrent réaliser leur rêve dans

De nombreux Indiens déménagent à la périphérie de Delhi, dans des villes satellites nouvellement construites. Ils fuient les quartiers bourgeois bondés de la capitale et leur infrastructure obsolète. © Tim Graham/robertharding/laif

ces immenses logements: accéder à la propriété individuelle.

De gigantesques bâtiments

Voici quelques mois, Amir Azan, ingénieur en informatique, s'est installé dans une tour résidentielle. Il habite au 14^e étage, qui correspond en réalité au 13^e. La culture indienne accorde beaucoup d'importance à la numérotologie et considère, comme en Occident, que le chiffre treize porte malheur. Le 14^e étage suit ainsi immédiatement le 12^e. L'immeuble d'Amir Azan se situe à Noida, une banlieue au sud-est de Delhi. Il fait partie de Gaur City, du nom d'une grande entreprise active dans la construction. Lorsque les travaux seront achevés, l'ensemble comptera au minimum 35'000 résidents, soit davantage que la population de Neuchâtel, de Fribourg ou de Coire. On y trouve un stade de sport, des piscines, des commerces et des places de jeux. L'école et l'hôpital sont encore en construction.

Les lotissements, qui ont poussé comme des champignons autour de Delhi ces dernières années, n'affichent pas tous les dimensions gigantesques de Gaur City. Toutefois, presque tous les projets proposent davantage que de simples logements. L'équipement standard inclut un lieu de vie collectif pour des rencontres conviviales et des équipements sportifs tels que des bassins de natation. Les complexes plus luxueux offrent bien plus encore: un centre de bien-être, voire un petit terrain de golf. Aux yeux de l'observateur occidental, ils rappellent des concepts urbanistiques du passé, dont l'échec se révèle aujourd'hui patent. Les blocs de béton

sans personnalité, alignés sur des friches poussiéreuses, n'ont rien d'engageant.

Moins cher qu'au centre

Comparées aux quartiers exigus et vétustes de la classe moyenne à Delhi, ces nouvelles résidences reflètent une certaine modernité. L'offre de loisirs étant plutôt limitée dans de nombreuses villes indiennes, les équipements sportifs et les parcs des banlieues séduisent. Hors des zones aménagées, l'espace public s'avère négligé, les trajets sont longs et l'efficacité des transports publics laisse à désirer. Les installations proposées à proximité immédiate sont donc très appréciées.

Interrogé sur le niveau de vie, en comparaison mondiale, que les complexes tels que Gaur City promettent aux futurs acheteurs, Amir Azan sourit. Il a eu l'occasion de travailler aux États-Unis et peut donc juger. Selon lui, «seul le segment de luxe indien offre l'équipement standard d'un logement américain moyen.» Le jeune homme ne se plaint pas: «J'ai la climatisation et un petit balcon. Je vais au stade pour faire du jogging et parfois à la piscine. Je travaille beaucoup et, lorsque je rentre le soir chez moi, je n'ai ni le temps ni l'énergie de faire de longues balades.» La société qui l'emploie se trouve à 18 kilomètres de Gaur City. Pour s'y rendre, Amir Azan appelle un taxi Uber ou Ola. S'il effectue le trajet en général aisément le matin, il est, en revanche, englué plus d'une heure dans le trafic en fin de journée.

Son logement, Amir Azan ne l'a pas choisi en fonction des infrastructures que compte le quartier, mais d'après sa situation et son prix. «En ville, la vie est plus intéressante, surtout pour un célibataire comme moi. Mais, à Delhi, je n'aurais pu m'offrir qu'une chambre. Ici, j'ai un trois pièces, dans lequel je pourrai rester lorsque je fonderai une famille.» Le coût de son appartement à Gaur City: 3,7 millions de roupies (57'000

francs). Le jeune homme a pu payer la moitié d'emblée. La dette hypothécaire, malgré les taux d'intérêt qui avoisinent généralement 10% en Inde, est supportable. Tous les acquéreurs n'ont pas eu autant de chance, en particulier lorsque l'achèvement d'un projet a été repoussé de plusieurs années.

De gros retards

Mona Das et son mari ont acheté un appartement de trois pièces à Noida en 2012, mais n'ont toujours pas emménagé. «Notre logement se trouve au 26^e étage d'un immeuble dont seuls les quatre premiers ont été construits», explique cette professeure de science politique. «Depuis cinq ans, nous versons chaque mois 35'000 roupies (530 francs) à la

DÉMONÉTISATION

Ce fut sans doute la réforme la plus radicale du genre. Le 8 novembre 2016, le gouvernement indien annonce l'invalidation immédiate de tous les billets de 500 et de 1000 roupies. En une nuit, 86% de l'argent liquide en circulation perd toute valeur. L'opération coup de poing entendait contraindre les détenteurs d'argent sale à déclarer leur fortune et à payer leurs arriérés d'impôts. Elle visait également à assainir l'économie. Ces objectifs n'ont été que partiellement atteints. De surcroît, les coûts de cette réforme - lacunaire - se sont révélés onéreux. La dévalorisation soudaine de l'argent liquide a touché de plein fouet les populations défavorisées, qui travaillent essentiellement dans l'énorme secteur informel. La réforme aurait, en outre, contribué à l'effondrement conjoncturel l'an dernier de l'économie la plus dynamique du monde. La corruption et le blanchiment d'argent, notamment dans la construction, sévissent toujours.



banque et presque autant pour notre loyer. Nous avons la chance de pouvoir assumer cette charge. D'autres sont acculés à la faillite.» Le futur appartement du couple est situé dans le complexe Wish Town, le plus grand de Noida. Sur les plus de 30'000 logements prévus, seuls quelques milliers ont été achevés jusqu'ici. Les travaux sont actuellement interrompus, car l'entreprise de construction, propriété du conglomérat Jaypee, est en proie à de graves difficultés financières depuis l'éclatement de la bulle immobilière.

Ces dernières années, les prix de l'immobilier ont connu des progressions annuelles élevées à deux chiffres, conduisant à la spéculation. Au lieu de servir à financer l'achèvement des travaux, les acomptes des acquéreurs ont souvent été injectés dans de nouveaux logements, vendus plus chers encore. L'euphorie régnait dans le secteur. Mais, vu l'accroissement de l'offre, les nouveaux projets n'ont pas trouvé preneur. Les prix ont alors commencé à diminuer. De nombreuses entreprises se

sont retrouvées en difficulté et ont dû cesser les travaux.

À ce phénomène se sont ajoutés les effets de l'invalidation inattendue des grosses coupures. Par cette opération, appelée «démonétisation», le gouver-

nement entendait mettre un terme à l'économie parallèle. Quelque 86% de l'argent liquide a ainsi perdu toute valeur du jour au lendemain. Cette mesure controversée a principalement touché le secteur du bâtiment. Ce n'est un secret pour personne: les projets de



construction permettent de blanchir d'énormes sommes d'argent. Or, celui-ci a soudain fait défaut.

Une ville fantôme

À Wish Town, comme sur d'autres chantiers de Noida, s'élèvent ainsi des immeubles inachevés et à l'abandon. La ligne express qui relie New Delhi au célèbre Taj Mahal, à Agra, longe les projets en ruine sur plusieurs kilomètres. Par endroits, Noida ressemble à une ville fantôme. Selon un agent immobilier qui tient à conserver l'anonymat, seuls 10% des 350 entreprises de construction actives dans les environs de Delhi survivront à la crise actuelle.

Les acquéreurs s'inquiètent. Beaucoup ont dépensé toutes leurs économies. Depuis des années, ils paient à la fois leur loyer actuel et l'hypothèque de leur futur logement, se demandant s'ils pourront un jour profiter de leur bien. Certains préparent des plaintes collectives pour détournement de fonds contre Jaypee. La justice et les offices des faillites sont lents en Inde. Comme beaucoup, Mona Das et son époux espèrent ne pas devoir attendre une décision des tribunaux. Ils escomptent une issue politique à cette crise.

Leur vœu pourrait être exaucé. La classe moyenne constitue, en effet, la base électorale du gouvernement de Narendra Modi. Depuis le printemps dernier, son parti dirige l'État de l'Uttar Pradesh, où se trouve la ville de Noida. Il doit faire ses preuves. Des élections nationales

auront lieu dans un an et demi. Une nouvelle loi prévoit des peines sévères pour tout retard de livraison d'un appartement. Par ailleurs, les entreprises sont désormais contraintes de conserver 70% du montant total d'un projet sur un compte. D'ici aux élections de 2019, les travaux auront repris, même à Wish Town, probablement avec de l'argent public. Un jour ou l'autre, Mona Das et son mari emménageront dans leur propriété. ■

Volker Pabst est le correspondant de la «Neue Zürcher Zeitung» en Asie du Sud. Il vit à New Delhi.

UNE CLASSE MOYENNE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Volontiers considérée comme principale bénéficiaire de l'essor indien, la classe moyenne suscite la controverse quant à sa taille. Selon les critères internationaux, seule une part infime de la population y appartient. En 2015, 95% des habitants gagnaient moins de 10 dollars par jour, alors que le critère généralement admis est un revenu de 10 à 20 dollars. Parallèlement, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (avec un revenu inférieur à 2 dollars par jour) a nettement diminué ces dernières années, de sorte que le nombre d'individus disposant de 2 à 10 dollars par jour s'est accru. S'il demeure dans la catégorie sociale inférieure en comparaison internationale, ce groupe est souvent considéré en Inde comme appartenant à la classe moyenne. Il se désigne, d'ailleurs, comme tel, puisque ses ressources financières lui permettent de vivre au-dessus du minimum vital. Ces personnes peuvent ainsi s'acheter leurs premiers biens non essentiels, tels qu'un smartphone ou une moto. Sur la base de ce critère, la classe moyenne indienne compte déjà plusieurs centaines de millions de personnes.

Une construction à Gurgaon, dans la banlieue de Delhi (en haut à gauche). Comme de nombreux Indiens, la professeure Mona Das et l'ingénieur en informatique Amir Azan ont investi toutes leurs économies dans un nouvel appartement.

© Vu/laif
© Volker Pabst (2)

L'INDE EN BREF

Nom

République de l'Inde

Capitale

New Delhi

Superficie

3,287 millions de km²

Population

1,32 milliard d'habitants (estimation)

45% des habitants ont moins de 25 ans

Ethnies

Indo-aryens: 72%

Dravidiens: 25%

Autres: 3% (Tibéto-Birmans et Mon-Khmers principalement)

Langues

Plus de 100 langues différentes. Outre l'hindi et l'anglais, les deux langues officielles nationales, la Constitution indienne en reconnaît 21 autres, dont le bengali, le dogri, le kannada, le cachemiri, le pendjabi, le sindhi et l'ourdu.

Groupes religieux

Hindous: 79,8%

Musulmans: 14,2%

Chrétiens: 2,3%

Sikhs: 1,7%

Bouddhistes: 0,7%

Djains: 0,4%

Autres: 0,9%

Structure économique

Agriculture: 17,5%

Industrie: 29,5%

Services: 53%



Sur le terrain avec...

MARYLAURE CRETZAZ CORREDOR

CHEFFE DE MISSION DE LA COOPÉRATION SUISSE EN INDE

Propos recueillis par Zélie Schaller

New Delhi est une ville étonnamment verte. Elle compte de nombreux parcs que mon mari, nos deux filles et moi sommes en train de découvrir. La verdure, les rickshaws et la chaleur nous rappellent le Nicaragua, où nous venons de vivre quatre ans. Les dimensions, en revanche, sont différentes. Pour visiter les projets de la DDC dans le Madhya Pradesh par exemple, au centre de l'Inde, je dois prendre l'avion, puis la voiture sept heures durant. Sur la route, la circulation s'organise autour des vaches qui vont et viennent !

La pollution, dans les villes, se révèle importante. Le sport et les autres activités de plein air ne sont guère recommandés. Pourtant, de nombreuses femmes en sari font du yoga à l'extérieur. En raison de son rapide développement économique et urbain, l'Inde constitue l'un des principaux émetteurs de dioxyde de carbone dans le monde.

Sa population rurale, très pauvre, est particulièrement affectée par le changement climatique. Les réserves en eau diminuent, mettant en danger l'agriculture et, par conséquent, la sécurité alimentaire.

La DDC aide ce pays émergent à se préparer aux catastrophes naturelles, toujours plus fréquentes. Elle soutient l'État himalayen de l'Uttarakhand, victime

de pluies erratiques et d'incendies de forêt. Il faut dire que les températures maximales y ont grimpé, en moyenne, de neuf degrés en un siècle. La gestion des risques dans les zones de montagne étant une force de la Suisse, cette dernière élabore avec les autorités de la région un plan d'action pour protéger les ressources hydriques et forestières. Il s'agit notamment de préserver la couverture végétale pour amenuiser les risques de glissement de terrain. Dans les Alpes, comme à Saas-Grund (VS) en septembre dernier, on parvient à évacuer la population à temps grâce à une observation permanente. L'approche helvétique peut être transposée aux événements en Inde. Une meilleure analyse des dangers sauve des vies.

Autre défi: les effets de l'urbanisation. Afin d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, la DDC apporte son expérience au gouvernement indien en vue d'une norme nationale. Des experts suisses révisent, de plus, les plans d'architectes. Ils prônent, entre autres, une meilleure isolation, des cours intérieures et des panneaux solaires sur les toits pour diminuer les factures d'électricité salées, dues aux climatiseurs. Ces quelques mesures permettent de réduire la consommation d'énergie de 30 à 40%. Les immeubles commerciaux, publics et résidentiels sont concernés. De même que les logements sociaux: ceux-ci devraient fleurir d'ici à 2022, dans le cadre du projet lancé par le Premier ministre Narendra Modi. Ce dernier promet d'héberger la population des bidonvilles dans des appartements à prix abordables.

À New Delhi, ce sont les gratte-ciel en verre qui sortent de terre. Mon quartier, celui des ambassades, ne possède, lui, que des immeubles à quatre étages. L'Inde est un pays de contrastes, qui

ne manque pas de piquant – comme les plats délicieux et très variés – et de surprises. Je me suis fait voler mon téléphone dans un hôtel. Figurez-vous que le chauffeur d'un rickshaw me l'a rapporté deux jours plus tard. Fait incroyable dans une ville qui compte quelque 20 millions d'habitants! La leçon apprise: laisser des cartes de visite dans l'étui de son portable. Cet épisode livre une image des aléas dans ce pays. Il faut prendre les choses du bon côté! ■

UN CIMENT À EMPRUNTE CARBONE RÉDUITE

En pleine expansion, le secteur de la construction indien doit diminuer ses émissions de gaz à effet de serre. À cette fin, l'École polytechnique fédérale de Lausanne ainsi que des universités de Cuba et d'Inde ont développé un nouveau type de ciment, le LC³ (Limestone Calcined Clay Cement). Sa production génère jusqu'à 30% de CO₂ en moins que celle du ciment classique. La nouvelle recette remplace le clinker (un mélange de calcaire et d'argiles chauffé à haute température qui rejette du CO₂ par procédé chimique) par une association de calcaire broyé, de gypse et d'argiles calcinées issues de déchets de carrières. Elle est doublement avantageuse: la combustion requise s'avère moins élevée (750°C au lieu de 1450°C) et des matériaux sont recyclés. Ce ciment intéresse déjà des entreprises. La DDC soutient sept autres projets en Inde, à travers son programme global « Changement climatique et environnement ». Les innovations dans le secteur énergétique, la gestion des risques et le développement urbain figurent au cœur de ses activités. <https://www.eda.admin.ch/ddc> (Un ciment respectueux de l'environnement)



© DDC

Voix de... Inde

À LA FOIS SI PROCHE ET SI LOIN

En août dernier, une amie proche, pakistanaise, a été emportée par un cancer. C'était une semaine avant les 70 ans de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan. À peine un mois s'est écoulé entre le diagnostic et le décès. Les médecins n'avaient aucun espoir et mon amie a accepté la maladie. Elle est partie un mois après.

Alors qu'elle vivait ses derniers instants, nous nous sommes parlé au téléphone à plusieurs reprises. Elle m'a demandé si je pouvais venir la voir, même si nous savions toutes les deux que c'était impossible. Pratiquement, ce n'est pas difficile: Lahore est à un saut de puce de Delhi. Un vol d'à peine plus d'une heure vers Amritsar, une demi-heure jusqu'à la frontière, quelques pas pour traverser celle-ci et vous êtes à Lahore en quelques minutes.



De nationalité indienne, **URVASHI BUTALIA** habite à New Delhi. Elle est éditrice, auteure et cofondatrice de Kali for Women, la première maison d'édition féministe indienne (1984). Elle défend, depuis plus de 20 ans, les droits des femmes en Inde et dans des mouvements internationaux. Elle compte parmi les 1000 femmes pour la paix, une initiative suisse qui avait été lancée en 2003 pour proposer autant de candidates au Prix Nobel de la paix 2005. Elle est lectrice au College of Vocational Studies, à l'Université de Delhi.

Mais, en réalité, les deux villes ne pourraient être plus éloignées. La distance a commencé à se créer quand l'Inde s'est libérée du joug colonial, en 1947, et s'est simultanément divisée en deux pays: l'Inde et le Pakistan. La partition, pour des raisons religieuses, s'est accompagnée de violence, de meurtres, de viols, d'incendies criminels et de pillages à grande échelle. Elle a également eu pour conséquence le plus grand déplacement de population jamais connu: douze millions de personnes ont dû traverser la frontière de part et d'autre pour fuir vers un lieu qu'elles estimaient plus sûr.

Depuis, les deux pays se sont enfermés dans une hostilité amère et la haine. Ils ont mené des guerres l'un contre l'autre et rendu les visites de part et d'autre difficiles, voire impossibles. Tragiquement, nous n'avons ni pu ni voulu faire face à notre passé commun.

L'Inde et le Pakistan ne sont pas les seuls États à avoir connu un passé violent. Mais d'autres se sont donnés les moyens de confronter leur passé et d'en tirer des leçons qui sont enseignées aux jeunes générations. Ils travaillent à un avenir, dans lequel de telles violences ne doivent jamais se répéter.

L'Inde et le Pakistan n'y sont, hélas, pas parvenus. Dans nos pays, il n'y avait jusqu'à récemment pas de mémorial pour honorer les victimes de la partition. Pourtant, Delhi, la ville où je vis, a accueilli des millions de réfugiés à l'époque. Des centaines de milliers d'entre eux ont été hébergés dans certains des monuments les plus célèbres de la mégalopole. Mais, aujourd'hui, il ne reste pas même ne serait-ce qu'une plaque pour rappeler ces événements importants de notre histoire.

Au sein de la population, il existe un profond désir d'oublier les démons du passé pour vivre en paix et en amitié.

Au niveau étatique en revanche, aucune volonté de confronter ces questions ne s'exprime. C'est pourquoi nos deux pays continuent à propager la rhétorique de l'inimitié et de la haine.

J'ignore si nous allons un jour être capables d'aborder notre histoire. L'enregistrement des témoignages des victimes a lentement commencé, mais, même aujourd'hui, il est mené par des particuliers qui, pour la plupart, agissent seuls. Il est clair, toutefois, que les réticences de l'État à confronter le chapitre noir de l'indépendance n'a pas empêché les citoyens ordinaires de faire pression pour une normalisation des relations entre les deux pays.

Internet a également apporté sa contribution. S'il est possible d'empêcher les gens de traverser les frontières physiques, ces dernières n'existent pas dans le monde virtuel. Alors que de plus en plus d'Indiens et de Pakistanais sont connectés à la Toile, nouer des liens d'amitié et apprendre à se connaître devient plus facile.

Ce n'est pas suffisant, mais c'est un début. Les processus de guérison des blessures de l'histoire ont enfin commencé. Malheureusement, ils sont menacés en Inde par la progression de tendances majoritaires à droite de l'échiquier politique qui prospèrent en diabolisant «l'Autre». Il est difficile d'évaluer le moment où il deviendra normal de nous rendre visite. Une seule certitude: si nous estimons que la paix en Asie du Sud constitue une étape vers l'avenir que nous nous souhaitons, alors l'Inde et le Pakistan doivent apprendre à se considérer comme des amis.

Je n'ai pas pu rendre visite à mon amie avant qu'elle ne s'éteigne. Mais peut-être qu'il me sera possible d'aller à Lahore, l'an prochain, pour l'anniversaire de son décès. ■



DU FROMAGE SUISSE FABRIQUÉ AU KIRGHIZISTAN

Deux décennies durant, la DDC a produit du fromage en collaboration avec des paysans kirghiz. Ce projet exceptionnel a pris fin lorsque l'usine suisse de transformation laitière a été vendue à un investisseur privé.

Texte: Christian Zeier

Parfois, une intention peut en cacher une autre. C'est ainsi qu'une fromagerie rentable située au Kirghizistan a été vendue. Lorsque la DDC a lancé, en 1995, le premier programme kirghizo-suisse de transformation laitière, nul n'aurait osé prédire l'avenir de ce projet au cours des deux décennies suivantes. À l'époque, les Suisses voulaient surtout redresser la production kirghize de lait, qui s'était effondrée après l'indépendance du pays en 1991. Leur appui technique visait à améliorer les moyens de subsistance des paysans locaux. Encourager la production ne suffisait, cependant, pas. Les petits paysans peinaient à trouver des débouchés. La transformation du lait posait un problème particulier dans la région.

Au terme d'une phase initiale, la DDC a décidé d'investir dans une usine. Grâce au financement helvétique, la fromagerie Siut Bulak a vu le jour en 1996 à Jyluu-Bulak, un village d'à peine 2000

âmes. La même année, elle produisait déjà le premier fromage suisse au Kirghizistan. Depuis, l'assortiment de la marque Dairy Spring n'a cessé de s'étendre, allant désormais du Tilsit à la mozzarella en passant par des fromages à pâte mi-dure.

Problèmes financiers et modernisation

Siut Bulak est une entreprise commerciale kirghizo-suisse, dont la DDC détient la majorité. Les fournisseurs possèdent le reste. Le lait est livré par les paysans de la région. La société emploie de la main-d'œuvre locale et la fromagerie devient peu à peu un projet de développement subventionné qui fonctionne. Des problèmes se posent néanmoins. Les produits sont de bonne qualité et s'imposent sur les étagères, mais l'entreprise n'engränge pas de revenus suffisants. L'accès aux marchés et la commercialisation demeurent lacunaires. En 1999, la fromagerie est au bord de la faillite. Une fois de plus, la Suisse revoit sa stratégie: de projet subventionné, l'entreprise devient une société privée. Les responsables modifient la structure de gestion, engagent un conseiller international et prennent une décision cruciale: l'affaire sera vendue dès qu'elle sera rentable.

Le passage à la commercialisation ne va pas sans heurts. «Les mentalités

étaient profondément marquées par l'économie planifiée de l'ère soviétique», raconte Danielle Meuwly Monteleone, cheffe adjointe de la coopération helvétique à l'ambassade de Suisse, à Bichkek. Au cours des années qui suivent et malgré les résistances, l'entreprise se transforme en une fromagerie moderne, dotée d'un modèle de distribution efficace. «Des améliorations restent possibles, mais l'usine est rentable et la région en profite», relève Danielle Meuwly Monteleone. Il est donc temps de passer à la dernière phase du projet: la vente de la fromagerie à un investisseur privé.

En quête d'acheteur

Au fil des ans, cette préoccupation ne constitue pas une grande priorité. La fabrique ne trouve preneur. Ce n'est qu'en 2015, après l'échec d'une énième tentative de vente, que la Suisse décide de redoubler d'efforts. Un ancien vice-directeur de la DDC est engagé comme consultant pour suivre l'affaire de près. En collaboration avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), il se met en quête d'acquéreurs potentiels.

La fromagerie compte désormais 70 employés et achète du lait à 2000 paysans locaux. Selon la DDC, le projet fait vivre 10'000 personnes. Les responsables doivent ainsi vendre l'entreprise à bon

L'agriculture et la production laitière constituent les moyens de subsistance de nombreuses familles dans les régions rurales du Kirghizistan. © Thomas Grabka/laif

prix, mais aussi garantir sa pérennité. Sachant que la vente d'une société issue de la coopération au développement à un investisseur privé pose des questions délicates, ils fixent des directives précises: le futur propriétaire doit démontrer sa volonté de travailler sur le long terme et collaborer avec les paysans locaux, tout en respectant l'environnement et les principes de la responsabilité sociale des entreprises. «En optant pour la vente de la fromagerie, la DDC s'aventurait en territoire inconnu. Nous étions heureux de pouvoir compter sur le savoir-faire de la BERD», se souvient Danielle Meuwly Monteleone. Après une série d'offres non contraignantes, nous avons établi une première liste d'acheteurs potentiels. Basée sur les informations complémentaires obtenues sur ces sociétés, la deuxième sélection fait ressortir le candidat idéal: la société Spielhofer Swisscheese, sise à Saint-Imier (BE).

Sous surveillance

En août 2017, la fromagerie change de mains pour un «bon prix», affirme Danielle Meuwly Monteleone. L'argent retourne dans les caisses fédérales. Cette vente marque l'épilogue de la fromagerie de la DDC au Kirghizistan. L'aventure n'est pas tout à fait terminée. Reste à s'assurer que l'entreprise est gérée de manière durable.

Selon Danielle Meuwly Monteleone, divers moyens existent pour suivre le développement de la fromagerie. La société Spielhofer Swisscheese s'est déclarée prête à fournir des informations sur la bonne marche de l'entreprise à la représentation suisse. «Le marché kirghiz est, d'ailleurs, petit. Le sort du meilleur fromage du pays ne passera pas inaperçu!», s'exclame la cheffe adjointe de la coopération en riant. ■

LES MOYENS AGRICOLES

L'agriculture kirghize a, certes, perdu du terrain ces dernières années, mais reste un secteur économique important: elle fournit environ 14% du produit intérieur brut et nourrit de nombreuses familles, en particulier dans les régions rurales. Vu la petite taille des exploitations et le manque de capitaux, les investissements dans l'agriculture demeurent, toutefois, minimes et la mécanisation limitée. Peinant parfois à respecter les normes de qualité, les petits producteurs laitiers peuvent causer des ennuis à la fromagerie Siut Bulak: dans les points de collecte décentralisés, les livraisons des différents fournisseurs sont mélangées, ce qui peut diminuer la qualité de l'ensemble.

La fromagerie Siut Bulak emploie 70 collaborateurs. Elle achète du lait à 2000 familles paysannes locales. © DDC





DU BIOCARBURANT À PARTIR DE LISIER ET DE PLANTES

Plus de revenus, moins d'énergie fossile et de pollution des sols : ce n'est pas un rêve, mais l'objectif d'un projet mené par la DDC à Cuba. Des familles paysannes produisent du biogaz et du biocarburant pour couvrir leur propre consommation.

Texte : Jens Lundsgaard-Hansen

Les besoins en énergie de Cuba sont presque entièrement couverts par le pétrole et le gaz naturel. Un pourcentage important de ces derniers doit, néanmoins, être importé, d'où une certaine dépendance et des coûts onéreux. C'est pourquoi le gouvernement vise à produire un quart des besoins de l'île via les énergies renouvelables d'ici à 2030. Or, celles-ci ne représentent actuellement qu'un peu plus de 4% de l'ensemble. «Cuba veut s'ouvrir et se transformer. Mais ce ne sera

possible que pas à pas», explique Sergio Perez, chargé de programme de la Division Amérique du Sud et Caraïbes de la DDC. Celle-ci est active précisément là où des changements sont possibles, soit dans les villages et les familles d'agriculteurs.

La viande de porc est très appréciée à Cuba. Les animaux nécessitent, toutefois, beaucoup de nourriture et leurs excréments polluent excessivement les sols. Le projet se concentre sur ces

points: le lisier est transformé en biogaz dans de petites installations, construites par les paysans eux-mêmes. Ces dernières alimentent les fermes en énergie, laquelle permet notamment

Ces agriculteurs de la province cubaine de Matanzas construisent leurs propres installations de biogaz. © DDC



de sécher le fourrage des porcs. Grâce aux économies ainsi engendrées, les familles bénéficient de plus de revenus. Les résidus de combustion constituent un fertilisant de grande qualité pour les champs. De plus, les éleveurs peuvent vendre leurs porcs à une coopérative locale, celle-là même qui leur fournit le fourrage. «L'économie locale est en plein essor. Beaucoup d'agriculteurs augmentent leur production porcine. Le projet fonctionne», relève Sergio Perez.

Transformer la mauvaise herbe en énergie

Le lisier n'est pas la seule source potentielle d'énergie. Des plantes peuvent également être utilisées à cet effet, en particulier deux espèces non comes-

tibles: le *Jatropha curcas* et le marabu. Ce dernier est une mauvaise herbe épineuse, qui envahit les terres agricoles. Il est arraché et transformé en énergie électrique avec du bois et les déchets des récoltes. Le *Jatropha curcas* est un oléagineux, qui permet aux paysans de produire du biodiesel. Après plusieurs essais à la station de recherche Indio Hatuey, il est désormais cultivé dans plusieurs villages, sur des parcelles adjacentes à celles de plantes comestibles (légumes, baies, pommes de terre notamment). Ainsi, la méthode ne menace pas les ressources alimentaires des familles, note Sergio Perez. Au contraire, les agriculteurs qui produisent du biocarburant peuvent ensuite cultiver des aliments plus écologiques, moins chers et en plus grande quantité. ■

Le biogaz est produit à partir du lisier de porc. Grâce à cette énergie, Yurizan Dominguez peut cuisiner chez elle. © DDC

DES PARTENAIRES LOCAUX

Les experts de la station de recherche Indio Hatuey mettent en œuvre le projet de la DDC sur le terrain. Plus de 170 installations de biogaz sont déjà en service, alimentant plus de 14'000 personnes. L'utilisation de la plante *Jatropha curcas* est encore en phase de test. La coopération suisse a investi, dans ce projet, près de six millions de francs entre 2012 et 2017. Elle prévoit d'y injecter 3,9 millions de francs supplémentaires, à l'issue du projet en 2020. À terme, les méthodes développées devraient faire partie des programmes gouvernementaux cubains.

DDC INTERNE

DÉMINAGE HUMANITAIRE

(mys) En Croatie, les traces du conflit de 1991 à 1995 ne sont pas encore toutes effacées: une superficie de 433 km² reste minée et représente un danger latent pour la population locale. La Suisse soutient le gouvernement croate dans le déminage de la forêt de Kotar, à la frontière avec la Bosnie et Herzégovine. Une fois achevé, ce nettoyage garantira un accès sûr à cet espace vert et ouvrira des perspectives durables à la croissance économique de la région. À l'échelle nationale, la coopération helvétique assure un meilleur appui psychologique, social et économique aux victimes de mines pour faciliter leur réinsertion sociale.

Durée du projet: 2017-2024

Volume: 3 millions CHF

COUP DE POUCE AUX ÉLEVEURS EN AFRIQUE DE L'OUEST

(bm) L'élevage et les marchés des produits animaliers constituent des piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. De nombreux obstacles freinent l'accès des éleveurs sahéliens aux marchés des pays côtiers. Pour remédier à la situation, la DDC aide les institutions publiques à réduire les tracasseries administratives et routières, de même que la corruption. Elle soutient également le secteur privé de la filière bétail et viande, afin d'accroître sa capacité à couvrir la demande régionale. Le projet entend faciliter l'accès des éleveurs à des marchés rémunérateurs, sources d'emplois et de revenus notamment pour les jeunes et les femmes. Il favorise, de plus, une transhumance apaisée dans la région.

Durée du projet: 2017-2021

Volume: 8 millions CHF

MACÉDOINE: PRÉVENIR LES CRUES

(cek) Ces dernières années, plusieurs catastrophes naturelles ont frappé la Macédoine. Mal préparées à affronter de tels dangers, les régions les plus vulnérables déplorent à chaque fois des pertes humaines et des dégâts matériels. En collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie, la DDC s'engage à réduire les dangers de crues. Dans les régions à risque, elle soutient la mise en place de systèmes d'alerte précoce ainsi que le recours à diverses technologies afin de diminuer les dangers pour les êtres humains et l'environnement. Sur le plan national, la Suisse poursuit deux objectifs: inscrire la prévention des catastrophes dans la législation et introduire une assurance de couverture des dommages.

Durée du projet: 2017-2021

Volume: 3,3 millions CHF

DE L'EAU POTABLE À UN COÛT ABORDABLE

(ule) Organisé tous les trois ans, le Forum mondial de l'eau est un événement majeur dans le domaine hydrique. Il bénéficie du soutien de la DDC. La prochaine édition se tiendra du 18 au 23 mars 2018 à Brasilia, la capitale du Brésil. Des représentants des milieux politiques et économiques ainsi que de la société civile se retrouveront pour échanger leurs vues sur des technologies, des idées et des tendances prometteuses dans le secteur de l'eau. Le Programme global Eau de la DDC plaidera en particulier pour une mise en œuvre accélérée de l'objectif 6 de l'Agenda 2030. Lequel entend garantir l'accès de tous à de l'eau propre à un coût abordable. Les défis à relever et les solutions envisageables doivent, par ailleurs, être abordés activement.

Durée du projet: 2018

Volume: 385'000 CHF

UNE COUVERTURE RISQUE POUR LES PETITS PAYSANS

(bm) Le Bangladesh est l'un des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles, telles que les inondations. Les conséquences économiques pour les petits paysans sont désastreuses. Le risque de tomber dans l'extrême pauvreté est grand. Afin de réduire la vulnérabilité des agriculteurs face aux aléas climatiques ainsi qu'aux maladies et aux parasites menaçant les cultures et les animaux, la DDC développe, avec le secteur privé, des produits d'assurance risque. Ce partenariat public-privé permet aux populations vivant de l'agriculture de diversifier ou d'étendre leurs propres activités. Les producteurs ont la possibilité, par exemple, d'acheter des graines de meilleure qualité, d'accéder à des vétérinaires qualifiés ou encore de suivre une formation en gestion agricole.

Durée du projet: 2017-2021

Volume: 9,95 millions CHF



POURQUOI LES PERSONNES DÉFAVORISÉES MANQUENT-ELLES DE MÉDICAMENTS ?

Dans les pays les plus pauvres, près de la moitié de la population n'a pas accès aux principaux produits pharmaceutiques. Est-ce dû aux brevets et aux prix élevés ? Comment améliorer la situation pour les plus indigents ?

Texte: Jens Lundsgaard-Hansen

«La pénurie de vaccins et d'antibiotiques s'aggrave», titrait l'hebdomadaire alémanique *NZZ am Sonntag* l'automne dernier. Au total, 27 principes actifs seraient épuisés: non seulement dans les pays en voie de développe-

ment, mais aussi en Suisse, pays riche qui dispose d'un excellent système de santé et où siègent des multinationales pharmaceutiques telles que Novartis ou Roche. À l'échelle mondiale, un tiers de la population n'a pas accès aux «médicaments essentiels» de la liste publiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans les pays les plus pauvres, près de la moitié des personnes n'y ont pas droit.

«médicaments essentiels» de la liste publiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans les pays les plus pauvres, près de la moitié des personnes n'y ont pas droit.

L'accès des pays pauvres aux médicaments demeure lacunaire. En cause: le manque de recherche, la faiblesse de la production et de la distribution ainsi que la mauvaise utilisation des traitements. © Paola Di Bella/Redux/laif

La protection des brevets critiquée

Nul doute, aux yeux de certains: les groupes pharmaceutiques privilégient leur profit aux dépens de toute autre considération. Ils protègent leurs nouveaux médicaments par des brevets. Par ce monopole, ils entravent la production de génériques et s'assurent des prix élevés. Ils financent, certes, la recherche, mais réalisent aussi de juteux bénéfices selon des voix critiques. En conséquence, les populations des pays du Sud ne peuvent pas se payer de tels médicaments. À ces prix inabornables s'ajoute le développement insuffisant de médicaments ou de vaccins contre le paludisme, la dengue et d'autres maladies tropicales ou liées à la pauvreté.

L'organisation Médecins Sans Frontières (MSF) compte parmi les plus importants détracteurs de ce mécanisme. Responsable de la politique et de l'analyse au sein de l'ONG, Rohit Malpani remet en doute le bien-fondé des coûts exorbitants de la recherche et du développement. Il exige plus de transparence. Selon lui, il incombe aux États «de garantir des prix raisonnables et de dissocier des montants finaux les coûts de la recherche et du développement».

La branche pharmaceutique avance d'autres arguments. Roche fait valoir que la protection des brevets est une condition à toute innovation, les entreprises supportant seules les risques inhérents à la recherche. L'Institut fédéral de la propriété intellectuelle présente la lecture suivante: «La protection de la propriété intellectuelle constitue une incitation importante à des investissements élevés pour des pro-

duits et des prestations innovants.» En 2017, la Suisse a, par ailleurs, été classée une fois de plus en tête du Global Innovation Index. La recherche et les brevets sont cruciaux à cet égard.

Près de 95% des produits pharmaceutiques figurant sur la liste des médicaments essentiels de l'OMS ne sont plus sous la protection de brevets. Ces derniers sont donc loin de représenter le premier obstacle aux principaux traitements dans les pays à faible revenu. La pauvreté, le manque de cliniques et les faiblesses du système de la santé sont en cause. La politique de Novartis est la suivante: «Pour les pays les moins développés ou à faible revenu, le groupe pharmaceutique ne dépose pas de brevets et n'invoque aucun droit, mais transmet à des tiers qualifiés des licences non exclusives pour fournir des produits brevetés à ces pays uniquement», indique Sileia Urech, porte-parole du géant rhénan.

Selon Alexander Schulze, coresponsable de la division Programme global Santé de la DDC, la guerre des brevets montre ses limites. «Dans les pays pauvres, l'accès insuffisant aux médicaments s'explique par de nombreuses raisons: l'absence de recherche et de développement, une production et une distribution faibles, voire de mauvaises préparations et une utilisation inadéquate. Nous œuvrons tout au long de cette chaîne et obtenons de meilleurs résultats en conjuguant nos efforts.»

Des partenariats efficaces

En coopération avec l'OMS, des scientifiques, l'industrie pharmaceutique et d'autres pays donateurs, la DDC est engagée sur plusieurs plates-formes. Celles-ci visent à développer de nouveaux médicaments et des outils de diagnostic destinés aux maladies tropicales négligées ou liées à la pauvreté. Elles «permettent la circulation de fonds publics et privés ainsi que la transmission de connaissances à propos de développements onéreux ou risqués. La

protection des brevets est donc traitée de manière à garantir des produits de qualité à des prix abordables aux pays pauvres concernés», explique Alexander Schulze. Dès le début, des contrats stipulent que les nouveaux traitements seront vendus ultérieurement à un prix modeste.

Le travail et les fonds du Partenariat mondial sur la recherche et développement en matière d'antibiotiques auquel la Suisse contribue auront des effets similaires si la résistance à ces médicaments s'accroît. D'après MSF, il s'agit d'une «initiative innovante et prometteuse». L'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, qui chapeaute le développement et la distribution de ces traitements, a permis jusqu'ici la vaccination de millions d'enfants contre des maladies contagieuses. En collaboration avec cette coalition, la DDC soutient actuellement la distribution des vaccins, leur transport, leur réfrigération et leur stockage sur le «dernier kilomètre» au Congo.

Selon Margaret Chan, directrice générale de l'OMS jusqu'en 2017, les progrès

LICENCES OBLIGATOIRES CONTRE PRIX ÉLEVÉS

Selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les médicaments sont soumis à la protection de brevets. Les membres de l'OMC ont, cependant, la possibilité d'attribuer des «licences obligatoires» afin de permettre la fabrication de produits protégés par des brevets et de pouvoir les exporter en se passant de la puissante industrie pharmaceutique. Ainsi, les pays à faible revenu peuvent accéder aux traitements essentiels, notamment ceux contre la malaria, le sida ou la tuberculose. La Suisse a inscrit cette disposition dans la loi fédérale en 2008.

réalisés dans le domaine négligé des maladies tropicales résultent de «l'un des partenariats mondiaux les plus efficaces de l'histoire moderne de la santé». La lutte contre ces infections n'est, certes, pas gagnée et des virus, tels que Ebola ou Zika, continueront à préoccuper la communauté internationale. Mais la mobilisation de fonds pour la recherche et le développement devrait être plus facile, puisque ces épidémies menacent aussi potentiellement les pays du Nord.

Augmentation des maladies non transmissibles

La question du prix se pose inévitablement pour toute une série de médicaments disponibles. «La transparence n'est que partielle», selon Alexander Schulze. Dans de nombreux pays à faible revenu, les droits de douane, les impôts et les coûts de distribution jouent un grand rôle. Quant à l'importance de la protection des brevets, elle est difficile à estimer et controversée. D'après Alexander Schulze, les points les plus sensibles seraient la protection des brevets et les prix élevés des nouveaux traitements contre l'hépatite C ou le cancer. Les pays en voie de développement sont directement concernés, n'étant pas épargnés par l'augmentation des maladies non transmissibles telles que le cancer, le diabète et les affections cardiovasculaires. Dans nombre d'entre eux, ces pathologies sont devenues les principales causes de décès, supplantant les maladies transmissibles comme la malaria, la tuberculose, le sida, la diarrhée ou la pneumonie.

Au niveau mondial, exception faite de l'Afrique, les maladies non transmissibles constituent la première cause de mortalité. Elles touchent plus précocement et plus souvent les personnes qui vivent dans la pauvreté. Selon l'OMS, elles remettent même en cause le développement social et économique, d'où la nécessité de renforcer en particulier la promotion de la santé et la prévention.



Les systèmes de santé : une priorité

Conjuguée aux maladies tropicales contagieuses et à celles dues à la pauvreté, cette évolution pèse doublement sur les systèmes de santé. En proposant des médicaments à meilleur prix, les organisations internationales, mais aussi des sociétés pharmaceutiques comme Novartis soulagent le budget des plus pauvres. Par le biais de subventions étatiques ou d'assurances maladie, les médicaments parviennent parfois gratuitement aux plus démunis. En Afrique toutefois, au sud du Sahara, seule 6% de la population est couverte par une assurance. Il est donc d'autant plus important de renforcer les systèmes de santé dans leur entier, souligne Alexander Schulze: prévention et diagnostic précoce, assurances maladie,

traitements appropriés grâce à un personnel médical formé sont nécessaires. Surtout, les antibiotiques doivent être utilisés correctement.

La problématique de l'accessibilité aux soins des personnes vivant dans les régions les plus pauvres risque de perdurer. L'OMS pose lucidement le constat suivant: «Si le monde était plus juste et équitable, des millions de décès d'enfants pourraient être évités, mais ni l'un ni l'autre ne sont encore réalité.» ■

Un centre de distribution de médicaments dans le Ferlo, région aride au nord-est du Sénégal. En Afrique subsaharienne, seulement 6% de la population dispose d'une assurance maladie. Des médicaments à prix réduit, voire gratuits, sont donc essentiels. © Arnaud Spani/hemis.fr/lalif

LE DIALOGUE VAUT MIEUX QUE LE BÂTON ET LA CAROTTE

L'aide au développement en échange du rapatriement des réfugiés déboutés : telle est la stratégie suivie par l'Union européenne pour réduire l'immigration. Des études montrent, toutefois, que cette méthode peut s'avérer contre-productive. Le dialogue et la collaboration fournissent de meilleurs résultats.

Texte : Luca Beti

À prendre ou à laisser. C'est à contre-cœur que le président de l'Afghanistan, Ashraf Ghani, a signé l'accord sur le rapatriement des réfugiés afghans qui se sont vu refuser le droit d'asile par l'Union européenne (UE). L'événement a eu lieu au début du mois d'octobre 2016, soit quelques jours avant la Conférence sur l'Afghanistan à Bruxelles. À cette occasion, la communauté internationale s'est engagée à verser 13,6 milliards d'euros à ce pays d'Asie du Sud-Ouest pour la période 2017-2020.

Il est tentant de penser que l'UE, qui s'est montrée le donateur le plus généreux, a utilisé la méthode du bâton et de la carotte. Une suspicion immédiatement démentie par Federica Mogherini. La haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères a rappelé qu'il n'y avait aucune conditionnalité directe entre les aides et les renvois. Pourtant, Bruxelles cherche, depuis des années, à mettre sur pied ce type de collaboration avec les pays d'origine et de transit des migrants. À l'instar de l'accord avec la Turquie. En juin 2016, la Commission européenne a, en outre, annoncé son intention de signer des pactes avec un certain nombre d'États africains afin d'améliorer la situation dans le domaine migratoire. L'objectif est «de récompenser les pays désireux de coopérer efficacement avec l'Union européenne en matière de gestion des migrations et de veiller à ce qu'il y ait des conséquences

pour ceux qui refusent», énonce le cadre du partenariat.

Lorsque les donateurs renforcent leur engagement, pour autant que les pays d'accueil remplissent certaines conditions, on parle de conditionnalité positive dans le jargon professionnel. Pour faire simple : des milliards supplémentaires sont dépensés pour s'attaquer aux causes de la migration si les États partenaires se déclarent prêts à accepter sans formalités bureaucratiques excessives les réfugiés refoulés par l'UE. À l'inverse, la fin de l'engagement guette si les modalités ne sont pas respectées : on parle alors de conditionnalité négative. L'expérience montre, néanmoins, que d'autres éléments sont déterminants. Aucun État, par exemple, n'est disposé à accueillir des personnes dont le pays d'origine n'a pas été établi avec une certitude absolue.

On n'achète pas des réformes avec des aides

La conditionnalité négative a rarement permis d'atteindre les résultats escomptés, dénoncent les voix critiques. «La coopération au développement a pour objectif de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie de la population. C'est un objectif difficile à atteindre s'il est utilisé à des fins politiques», estime Eva Schmassmann,

experte en politique de développement chez Alliance Sud.

Diverses études confirment cette thèse : la menace d'une réduction des aides financières due au non-respect des

PAS DE CONDITIONNALITÉ, MAIS UN LIEN STRATÉGIQUE

Outre la question du crédit-cadre, le débat parlementaire concernant le message relatif à la coopération internationale 2017-2020 a porté sur les questions liées à la politique migratoire. Certains parlementaires ont demandé que la DDC se concentre davantage sur les pays d'origine des migrants et ne soutienne que les États disposés à coopérer au rapatriement des demandeurs d'asile déboutés par la Suisse. Les deux Chambres fédérales ont finalement décidé de compléter l'arrêté fédéral par un article. Celui-ci demande au Conseil fédéral de lier stratégiquement la coopération internationale et la politique migratoire lorsqu'il en va des intérêts de la Suisse, «notamment en s'intéressant aux causes des conflits et des migrations. Dans ce contexte, la conclusion d'accords et de partenariats dans le domaine de la migration doit être encouragée».



En collaboration avec l'Union européenne, la Suisse aide la Gambie à créer les conditions-cadres de la reprise économique. Laquelle devrait endiguer l'exode des jeunes Gambiens. © Jason Florio/Redux/laif

accords n'a pas entraîné de changements politiques, sociaux et économiques durables. La coopération au développement ne bénéficie pas aux décideurs du pays partenaire, mais aux personnes défavorisées.

La conditionnalité positive est également controversée. Citons, à titre d'exemple, l'étude intitulée «Does conditionality work? A test for an innovative US aid scheme». La question était de savoir si la Millennium Challenge Corporation, une organisation lancée en 2003 par le président américain de l'époque, George W. Bush, avait favorisé la lutte contre la corruption moyennant des promesses d'aide au développement. Conclusion: le programme échouait précisément là où la corruption était la plus élevée. Les élites corrompues ne dépendent pas de la coopération au développement.

Dialogue entre pairs

Les programmes de grande ampleur initiés du haut vers le bas et poursuivant des objectifs politiques ont également rencontré de sérieuses difficultés, en particulier dans les pays bénéficiaires dont la capacité de mise en œuvre était limitée. Dans certains cas, ils ont même aggravé les problèmes de gouvernance.

La voie choisie par la Suisse se base sur le dialogue et la confiance avec

les pays d'origine et de transit. Une approche pragmatique, quasi obligatoire, car, même si les clauses de conditionnalité sont prometteuses, la coopération suisse au développement n'a aucun poids politique ou financier. En moyenne, la Suisse investit entre 10 et 30 millions par an dans des programmes de développement dans les pays dits prioritaires: il s'agit d'un montant qui, dans la plupart des cas, la place parmi les plus petits donateurs. Elle mise donc sur la qualité de ses projets. «En outre, les questions en matière de migration et de rapatriement sont reléguées au second plan lorsqu'un accord de libre-échange est en jeu», rappelle Markus Reisle, directeur du Programme mondial sur la migration et le développement. Le poids des questions migratoires dans le dialogue bilatéral avec les pays partenaires dépend également de la balance des différents intérêts de la Suisse.

Grâce au dialogue bilatéral et à l'instauration d'un climat de confiance, la Suisse a pu conclure, ces dernières années, une série de partenariats avec certains pays d'origine des réfugiés, tels que la Tunisie, le Nigéria ou le Kosovo. Outre la signature d'un accord de réadmission, des coopérations en matière de migration ont été instaurées. Cette stratégie fondée sur le dialogue a également été approuvée par le Parlement fédéral. Ce dernier a préconisé la création d'un lien stratégique entre la politique

migratoire et la coopération au développement. «Les programmes de la DDC luttent précisément contre les causes profondes des conflits et des migrations forcées. Il est donc logique de renforcer cette corrélation», souligne Markus Reisle. Lequel relève que l'objectif ultime est d'établir une cohérence politique: «Il faut mettre les différents intérêts dans la balance et faire en toute conscience des choix qui favorisent le développement durable et profitent dans le même temps à la Suisse.» ■

DEUX FENÊTRES DE DIALOGUE

Érythrée: En octobre dernier, la DDC a lancé deux projets dans le domaine de la formation professionnelle en Érythrée, dont la phase pilote devrait s'achever fin 2019. Un troisième projet dans le domaine de la formation professionnelle et des migrations a été lancé à la fin de l'an passé. Les coûts annuels totaux s'élevaient à deux millions de francs. La Suisse espère que les conditions de vie et les perspectives des jeunes Érythréens s'amélioreront à long terme. Elle entend également poursuivre la coopération avec les autorités d'Asmara, y compris sur les questions de migration.

Gambie: En décembre 2016, Adama Barrow a remporté les élections contre le régime autoritaire de Yahya Jammeh, qui était au pouvoir depuis 22 ans. En collaboration avec l'Union européenne, la DDC soutient le projet «Supporting Migration and Sustainable Development in Gambia» qui aide le nouveau gouvernement à créer les conditions-cadres de la reprise économique en Gambie et à endiguer l'exode des jeunes Gambiens.

Carte Blanche

NÉE RÉFUGIÉE

Dans mes souvenirs d'enfance, d'avant le 11 septembre 2001, la télévision iranienne n'avait que deux images pour illustrer les informations en provenance d'Afghanistan: un tank soviétique traversant un vaste paysage désertique et des jeunes hommes, arborant un turban et une longue barbe noire. Ceux-ci étaient installés à l'arrière d'une camionnette Toyota, accrochés à leur kalachnikov. Ils fixaient la caméra. Mon père regardait toujours les informations internationales, dans l'espoir d'obtenir des nouvelles de son pays.

L'Iran s'est révélé être le pire pays d'accueil pour les réfugiés afghans, même s'ils y étaient nés comme moi ou y avaient vécu durant des décennies comme mes parents. Leur statut ne peut pas évoluer: ils restent des réfu-



SHAHRBANOO SADAT (27 ans) est une scénariste, productrice et réalisatrice afghane. Elle vit à Kaboul. Son premier film, *Wolf and Sheep*, a remporté l'Art Cinema Award, lors de la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes en 2016. Elle a fondé sa propre société de production, Wolf Pictures, à Kaboul en 2013. Depuis, elle s'est lancée dans un vaste projet de cinq longs-métrages basés sur le journal non publié d'Anwar Hashimi, sa meilleure amie. *Wolf and Sheep*, distribué en Suisse par l'association trigon-film en 2016, en est le premier volet. Le tournage du deuxième, *The Orphanage*, est prévu cette année.

giés, sans jamais pouvoir décrocher un permis de séjour. Aussi bizarre que cela puisse paraître, je suis née réfugiée. Enfant, j'avais honte de mon identité. Je mentais à tout le monde, affirmant être Iranienne. Pour le prouver, je menais la vie dure aux élèves afghans, assis tous ensemble au fond de la classe. Personne ne s'asseyait avec eux ni ne voulait devenir leur ami. On les traitait comme des lépreux.

Ma pire crainte à l'époque était que mes meilleurs amis découvrent mon secret et que je sois reléguée au fond de la classe. Alors que je n'avais que onze ans, l'école m'a renvoyée: le ministère de l'Éducation ordonna de ne plus accepter d'élèves afghans. Puis, ce fut le choc du 11 septembre 2001. Mon père a alors perdu son travail à l'usine, le ministère de l'Industrie ayant interdit aux entreprises d'employer des Afghans. Il décida alors de rentrer en Afghanistan.

Depuis l'Iran, huit jours de route nous ont été nécessaires pour rejoindre le petit village de mes parents, perdu au fin fond de la province de Bâmiyân (centre de l'Afghanistan). Le jour où mon père a décidé de retourner au pays a marqué un tournant positif dans ma vie. Je ne l'ai pas réalisé tout de suite ni au cours des sept années suivantes. J'ai eu de la peine à m'adapter à la vie de ce village, où l'essentiel faisait défaut. À mon avis, la décision de s'y installer a été la pire que mon père ait prise. Contre son gré, je suis partie vivre à Kaboul dès mes 18 ans.

Dans la capitale, la vie n'était pas aussi aisée qu'imaginé. J'étais désavantagée: j'avais un accent iranien mélangé à celui de mon village. De plus, je connaissais mal la ville et son histoire. Mais j'apprenais vite et, grâce à mon père, j'en savais long sur la vie au village, la men-

talité des gens ainsi que la société traditionnelle et religieuse des campagnes afghanes. Une expérience qui manquait aux gens de mon âge. J'ai participé à un atelier sur le court-métrage et suis tombée amoureuse du cinéma-vérité. J'ai commencé à visionner des films, activité que je n'avais jamais eu l'occasion de faire auparavant. La première fois que j'ai vu un film dans une vraie salle, ce fut à la cinémathèque de Paris. J'avais 20 ans.

Je me sentais en décalage avec l'image que le cinéma et les médias donnaient de mon pays. J'ai donc décidé de tourner des films sur la vie de tous les jours. Comme l'Afghanistan ne dispose pas de fonds spécial ou de tout autre moyen pour promouvoir le cinéma, je finance le plus souvent mes films grâce au marché européen. Je sens parfois que les gens préféreraient que j'aborde des sujets importants plutôt que le quotidien et des anecdotes, puisque je viens d'Afghanistan. Le plus souvent, ils évoquent tous ces stéréotypes que je cherche justement à fuir (burka, turban, fusils, opium) et qui semblent coller à l'image de mon pays. Je les comprends, car je sombrais dans les mêmes clichés naguère.

À mes yeux, l'Afghanistan est un pays magnifique, doté d'une culture très riche. Il possède tant de beaux récits, passionnants et émouvants, qu'il est impossible de tous les raconter. Je n'ai guère connu de journée sans explosion ou attaque, à Kaboul ou ailleurs, mais attends ardemment un changement. J'espère voir ce jour de mes propres yeux. ■



« LES FEMMES POSSÈDENT
DES CAPACITÉS NATURELLES
EXTRAORDINAIRES.
ELLES PRENNENT LE POUVOIR -
TRANQUILLEMENT, MAIS SÛREMENT »

« LE MONDE DOIT REVENIR À L'HUMAIN »

Ken Bugul compte parmi les grandes voix de la littérature africaine contemporaine. En quête de liberté, la Sénégalaise explore, de roman en roman, divers domaines : le malaise identitaire dans *Le Baobab fou*, les conditions de vie au sein d'une société dictatoriale à travers *La Folie et la mort* ou l'exode rural dans *La Pièce d'or*. Rencontre avec une écrivaine engagée.

Texte : Zélie Schaller

Vous avez commencé à écrire à l'âge de 35 ans. Comment est né votre goût de l'écriture ?

J'écrivais des poèmes et des lettres lorsque j'étais petite, mais écrire n'a

jamais été un projet. J'ai vécu des périodes difficiles dans ma vie. Abandonnée par ma mère à l'âge de cinq ans, je vivais avec mon père, un vieil homme : il avait 85 ans lorsque je suis née. J'étais une

enfant terriblement seule. Adulte, je ne parvenais pas à surmonter mon enfance douloureuse. Au retour d'un séjour en Europe, où j'ai été physiquement et psychologiquement violente, je n'ai pas

reçu l'accueil escompté. Les gens me prenaient pour une folle, ne comprenant et n'admettant pas que je revienne de ce qu'ils considèrent comme l'eldorado. Rejetée, je me suis retrouvée à la rue. J'y ai vécu presque deux ans. Dans la précarité, l'écriture est devenue, un jour, une nécessité: évacuer ou mourir. Une sorte de démarche thérapeutique. Un ami m'a donné un peu d'argent pour acheter un stylo et un cahier. C'est ainsi que j'ai commencé à retracer mon parcours – de mes 5 ans à mes 35 ans.

Et votre premier livre, *Le Baobab fou*, est né...

Oui. Une dame, qui pouvait être ma mère, a lu les 200 premières pages de mes notes. Sans m'avertir, elle a apporté le manuscrit à une maison d'édition qui l'a publié. J'avais encore la suite, l'équivalent d'un livre et demi. Douze ans ont passé avant que je ne peaufine cette seconde moitié.

Peaufiner votre livre et votre vie. L'écriture est-elle une forme de reconstruction?

Il ne fallait rien réparer, mais tout démolir! Tout jeter à la poubelle pour construire le nouveau personnage que je souhaitais être. Je veux simplement vivre. Libre comme un oiseau. Cet animal vole entre ciel et terre: il ne connaît pas les frontières.

Que vous apporte désormais l'écriture?

Elle me permet de me lâcher dans l'imaginaire pour découvrir d'incroyables univers. Je suis les personnages de mes livres qui me hantent au point de ne pas pouvoir dormir parfois. Les accompagner ne me demande aucun effort. L'écriture est ainsi devenue une passion. Une passion pour les mots, les phrases, les rythmes. Mettre le tout en équilibre – vérifier les longueurs, le nombre de syllabes –, c'est excitant. Comme en musique, les instruments créent une mélodie harmonieuse. Je recherche les émotions au travers des mots, des couleurs et des sons.

La forme est-elle donc plus importante que le fond?

C'est l'écriture même qui m'intéresse: la créativité. Les thématiques qui m'interpellent et que j'aborde – traditions, enfermement, amour, environnement, migration – ne constituent qu'un prétexte pour écrire.

Ne souhaitez-vous pas, à travers ces sujets, délivrer un message et briser des tabous?

Rien n'est tabou pour moi. N'ayant pas connu de famille, je n'ai pour ainsi dire pas été éduquée. La seule limite que je me suis imposée est de ne porter préjudice à personne. Chaque ouvrage me permet de m'améliorer en tant qu'être humain. Après un livre sur la beauté par exemple, celle-ci imprègne tous mes sens: tout doit être beau. Si je traite de la corruption, je m'emploie à ce qu'elle ne fasse plus partie de ma vie par la suite. Mes livres affinent mon personnage encore brut.

Contribuent-ils également à faire évoluer les mentalités?

Ils me permettent de dénoncer l'injustice sociale, l'impunité, la corruption et de défendre la démocratie.

La littérature africaine n'a cessé de réclamer la fin du colonialisme. Quels sont ses combats aujourd'hui?

La fin du néocolonialisme. C'est pire! La défense du continent demeure la préoccupation des écrivains. Les puissances occidentales doivent repenser leurs relations avec les dirigeants africains, arrêter l'exploitation meurtrière des matières premières et promouvoir un commerce équitable afin que les populations jouissent de leurs propres ressources. Leur course au profit est démesurée.

Quels sont vos propres cris de révolte?

Je souhaite que l'Occident fiche la paix à l'Afrique. Il ne peut pas exploiter nos ressources – uranium, pétrole, diamant, bois, terres et les minerais utilisés pour fabriquer les smartphones – au prix de guerres civiles, de conflits interminables et de misère. Imaginez un monde sans téléphone portable: on s'écrirait des lettres et des poèmes!

Comment les écrivaines africaines participent-elles à l'émergence du continent?

Quand les femmes prennent la parole, elles ne la lâchent plus! Elles travaillent à la survie de l'Afrique en parlant de ses maux et en y apportant des solutions. L'écrit ne suffit, néanmoins, pas. Il faut l'associer à la musique et à l'art, tout aussi importants. Les femmes possèdent des capacités naturelles extraordinaires. Elles prennent le pouvoir – tranquillement, mais sûrement. Nous traversons une période de transition marquée par la violence. Viendra le millénaire féminin, caractérisé par le pragmatisme, l'harmonie, la tendresse, la beauté, l'élégance, l'humain.

Les relations humaines, la solidarité et l'amitié constituent des sujets centraux de votre œuvre. Votre prochain livre porte sur ce dernier thème. Pouvez-vous nous en dévoiler davantage?

Mon roman raconte la rencontre en Occident de migrants issus de pays différents. Leur amitié devient plus forte que tout. À force de parler des réfugiés en chiffres et en numéros, on oublie que ce sont, d'abord, des êtres humains. Je souhaite apporter une lumière dans cette tragédie.

Où puisez-vous votre inspiration?

Les informations qui m'ont bouleversée constituent mes sources d'inspiration. De même que les scènes quotidiennes, observées dans la rue. À Zurich par exemple, dans le tram, les gens vivent dans le virtuel. Ils sont sans cesse penchés sur leurs smartphones sans regard ni mot pour leurs voisins. J'écrirai peut-être une pièce de théâtre sur le sujet, car ces scènes sont à la fois très visuelles et absurdes!

Vous avez déjà signé dix romans, mais vous ne vous affirmez pas écrivaine. Pourquoi?

Je ne peux pas me prétendre écrivaine après seulement dix livres. Que cela signifie-t-il être écrivain? Balzac, malgré son œuvre gigantesque, ne se déclarait pas écrivain: il écrivait. Être écrivain n'est pas un acquis, c'est une dynamique. Je me considère toujours



« JE NE PEUX PAS ME PRÉTENDRE ÉCRIVAINNE APRÈS SEULEMENT DIX LIVRES. »

MARIËTOU Mbaye est née en 1947 à Malème-Hodar, dans la région de Kaffrine au Sénégal. Écrivaine, elle signe ses romans du pseudonyme de Ken Bugul, qui veut dire en wolof : « Personne n'en veut ». Dernière d'une famille nombreuse, elle s'est toujours sentie exclue. Diplômée de langues, spécialiste du développement et de la planification familiale, elle a travaillé, de 1986 à 1993, pour l'ONG International Planned Parenthood Federation au Kenya, au Togo et au Congo. Elle se consacre pleinement à l'écriture à partir de 1994. Cinq ans plus tard, elle obtient le Grand Prix Littéraire d'Afrique Noire. En 2012, elle reçoit le titre d'Officier des arts et des lettres de la République française. Mariétou Mbaye s'est mariée à l'âge de 40 ans avec un médecin béninois. Le couple a eu une fille en 1987. Veuve, la septentenaire vit actuellement au Sénégal.

comme une apprentie. Jamais satisfaite de mon travail, je dois continuer à travailler.

Votre pays, le Sénégal, compte d'illustres auteurs. En quoi est-il un terrain fertile pour les écrivains ?

Le président Léopold Sédar Senghor (1960-1980) était lui-même poète. Il croyait à la culture comme base du développement, à la civilisation de l'universel, à l'humain avant le confort matériel.

Pourquoi la production des auteurs sénégalais et africains demeure-t-elle méconnue en Europe ?

L'Occident est encore imbu de sa supériorité intellectuelle, entre autres. Dans les librairies européennes, la littérature africaine ne représente qu'une section infime, dans un coin exigü. Il faut vraiment s'y intéresser pour la remarquer.

Vous avez été en résidence, de juillet

à décembre 2017, à la Maison de la littérature à Zurich. Vous dites apprécier beaucoup cette ville. Pourquoi ?

Il faut demander à Zurich ! Elle me tient, me possède. L'écriture me permettra de libérer l'inconscient et de l'expliquer. J'aime Zurich : je l'appelle ma Zurich. C'est une histoire d'amour. ■



FUIR

(bf) Chassés, persécutés, désespérés, jetés sur les routes dans l'espoir de survivre et de trouver de meilleures perspectives: quelque 60 millions de personnes, soit plus de sept fois la population suisse, sont contraintes à l'exode dans le monde. Et leur nombre ne cesse de croître. Il s'agit de la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Europe en ressent les effets, mais le fardeau le plus lourd revient aux pays voisins. Qui sont ces réfugiés? Que fuient-ils? Avec quelles perspectives d'avenir? L'exposition «Fuir» donne la parole à des femmes, à des enfants, à des hommes touchés par l'exil et raconte leur histoire. Elle relate aussi le parcours des acteurs humanitaires qui s'engagent aux quatre coins de la planète et des responsables, en Suisse, qui doivent prendre une décision lourde de conséquences: octroyer l'asile ou non.

«Fuir», Musée d'Histoire de Berne, jusqu'au 16 septembre 2018; www.flucht-fuir.ch

FILMS



ENFANCE CUBAINE

(wr) Rares sont les longs-métrages cubains arrivant sur nos écrans. Ceux qui y parviennent représentent toujours un enchantement. Avec *Conducta*, Ernesto Daranas se penche sur le système scolaire cubain, soi-disant exemplaire. Il nous raconte l'histoire de Chala, onze ans, garçon futé qui se distingue à l'école par ses plaisanteries et ses remarques impertinentes. Sur le chemin qui le ramène à la maison, le protagoniste déploie son charme irrésistible sous le regard des filles ou aide

son institutrice proche de la retraite à faire ses courses. Carmela a commencé à exercer son métier avec enthousiasme dès les premiers jours de la révolution et refuse de voir les valeurs se détériorer. Chala, lui, lorsqu'il n'est pas à l'école, doit s'occuper de sa mère qui a perdu pied. Lorsque la direction de l'établissement envisage de placer Chala dans une institution en raison de son comportement, Carmela joue sur tous les registres. Elle sait que le problème, ce n'est pas le garçon, mais le système. Avec *Conducta*, Ernesto Daranas pénètre au cœur des acquis de la révolution cubaine, alliant avec talent critique sociale et cinéma d'émotion. «*Conducta*», Ernesto Daranas, long-métrage, Cuba 2014; DVD ou en ligne sur www.trigon-film.org

QUAND LE COURANT FAIT DÉFAUT

(dg) Un milliard et demi d'individus sont privés d'électricité dans le monde. Plus d'un quart d'entre eux vivent en Inde. Le film *Powerless* («Sans énergie») livre le portrait de personnes touchées

de différentes manières par le problème épineux de la précarité énergétique. Il brosse le tableau saisissant d'une ville rongée par un système d'alimentation défectueux, voire inexistant. Le personnage principal, Loha Singh, vit à Kanpur, au nord de l'Inde. Cet électricien gagne sa vie en détournant de manière illégale des lignes électriques pour raccorder les foyers et les échoppes des plus pauvres. Face à lui, Ritu Maheshwari, représentante du fournisseur d'électricité étatique Kesco, dont l'objectif est de garantir l'approvisionnement et d'empêcher le détournement des ressources. Le film attire l'attention sur la lutte pour le maintien d'infrastructures viables et l'accès à l'énergie.

«*Powerless*», documentaire de Deepti Kakkar, Fahad Mustafa, Inde/États-Unis 2013; DVD ou location vidéo à la demande, www.education21.ch, tél. 021 343 00 21, info@education21.ch

MUSIQUE



GAI ET MÉLANCOLIQUE

(er) Des sons éclatants ou chuchotés, de la jubilation à la plainte, une invitation à danser ou à prendre le temps de se poser. Violon, alto, guitare, mandoline, contrebasse, accordéon, clarinette, clarinette basse, duclar, tambourin et, de loin en loin, une voix: cet ensemble de virtuoses, établi à Montréal, répond au nom de Kleztory. Son cinquième album, intitulé *Nigun* («Mélodie»), est le premier distribué en Europe. Il décline toutes les nuances de gaieté, de mélancolie, de joie et de tristesse de la musique klezmer, héritage des Juifs d'Europe de l'Est. Les cinq membres de Kleztory constituent un joyeux mélange de nationalités et de préférences musicales personnelles – classique, jazz manouche, bluegrass ou blues. Ils offrent des arrangements et des compositions uniques, s'abandonnant entièrement au bonheur de l'interprétation. Des morceaux tout aussi innovants qu'ancrés dans une tradition. Quelque 40 minutes de musique d'une souplesse et d'une harmonie étonnantes: un véritable bain de jouvence pour tous les amoureux de musiques du monde et de klezmer. *Kleztory: «Nigun» (GLM/Soulfood)*

BEAU ET INSPIRANT



(er) Cette voix qui passe, tout en grâce et en douceur, pleine de caractère et d'élégance, est celle de Moh! Kouyaté. Ce chanteur guinéen, par ailleurs excellent guitariste, est établi depuis une bonne dizaine d'années à Paris. Dans ce deuxième album, le quarantenaire égrène avec brio de fascinantes notes perlées, accentuées par un groove basse énergique et la poussée légèrement fiévreuse des percussions. Le résultat est un mélange de styles envoûtant et unique: afro-beat, funk, rock et pop; çà et là un soupçon de reggae et de blues. Parfois, une once de mélancolie vient s'y mêler. Les origines mandingues de Moh! Kouyaté restent toujours perceptibles. Tel un griot traditionnel et pourtant clairement ancré dans notre temps, il chante en soussou, en mandingue diakhanké, en pulaar et en français. Des cancons du quotidien aux relations instables en passant par les problèmes politiques et la vie en exil, tout est beau et inspirant à la fois!

Moh! Kouyaté: «*Fe Toki*» (Foli/Broken Silence)

INTENSE ET ÉMOUVANT



(er) Créé en 2006 et originaire de Sheffield (GB), le groupe Rafiki Jazz réunit huit musiciens de quatre continents. Chacun y apporte, outre son identité et sa personnalité, la spiritualité musicale de sphères culturelles telles que le Panjab, le Pakistan, l'Arabie, le monde hébraïque et l'Afrique de l'Ouest. Il en résulte des œuvres intenses, brillantes et émouvantes, ciselées comme des bijoux, puis tout à coup vibrantes. Se marient la guitare et la basse, l'oud et les nay arabes, la kora d'Afrique de l'Ouest et le steel pan venu des Caraïbes, ainsi que des percussions indiennes, brésiliennes ou orientales. Cette toile de fond aérienne et élégante fait ressortir l'harmonie des

voix, pleines et belles, en particulier celles de Sarah Yaseen, chanteuse soufie aux origines pakistanaises, et d'Avital Raz, interprète-auteure-compositrice formée en Inde. Dans les langues les plus diverses, toutes deux nous invitent à nous élever dans un cosmos musical sans frontières. Rafiki Jazz: «*Har Dam Sahara*» (Riverboat - World M. N./Harmonia Mundi)

LIVRES

LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉORIENTATION

(zs) Le développement durable constitue l'un des grands enjeux du 21^e siècle. Il ne cesse d'être cité ci et là. Pourtant, il demeure une notion vague. Dans un essai intitulé *Planète, sauvetage en cours*, le Genevois René Longet, l'une des références en Suisse en matière de durabilité, aborde celle-ci sous les angles historique, philosophique et politique notamment. L'expert évoque à la fois les engagements cohérents et les lenteurs dans la mise en œuvre du développement durable, «comme si l'humanité était prise entre deux attitudes opposées, l'une capable de situer son intérêt dans un avenir commun, l'autre égocentrique et à courte vue». Tout un chacun doit y mettre du sien «pour passer de la prédation à la gestion, du court terme au long terme, de l'accaparement à la richesse immatérielle, du conflit à la coopération» et ainsi faire de cette planète «un jardin» et non «un désert». René Longet, «*Planète, sauvetage en cours. Une responsabilité collective*», Troisième édition entièrement actualisée, Presses polytechniques universitaires et romandes, Lausanne, 2016

APPRENDRE À CONSTRUIRE L'AVENIR COMMUN



(zs) Comment sortir de la pauvreté? Il s'agit, en premier lieu, de «vaincre l'ignorance, le manque d'éducation et de formation de qualité des populations défavorisées, en particulier féminines qui en constituent la majorité», répond Boubacar Camara. Selon cet ingénieur statisticien sénégalais, docteur en économie et expert en planification de l'éducation, la scola-

risation des filles doit occuper une place cruciale dans les politiques et les stratégies de développement durable en Afrique. Éducation, culture et croissance sont étroitement liées, défend l'auteur. Ce dernier propose des programmes très concrets, en associant éducation (formelle et non formelle) et développement communautaire. Un exemple: l'utilisation de l'eau potable ou comment transformer celle-ci en un médicament qui soigne. «La réhydratation par voie orale en associant l'eau potable, le sucre et le sel dans les proportions requises permet de sauver des millions d'enfants. L'éducation communautaire insistera davantage sur les connaissances de base directement utiles, dont l'impact est effectif. Cette forme d'apprentissage reste à promouvoir.» Boubacar Camara prône un système éducatif participatif et multidimensionnel, favorisant la responsabilisation, l'autonomie, la proactivité et la créativité pour contribuer au développement. Boubacar Camara, «*Comment sortir de la pauvreté?*», L'Harmattan, Paris, 2017

UNE ENFANCE IRAQUIENNE



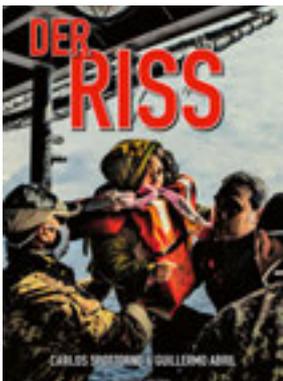
(bf) Dans *Coquelicots d'Irak*, la coloriste de bandes dessinées franco-irakienne Brigitte Findakly, épaulée par son mari (l'auteur-dessinateur Lewis Trondheim), trouve des mots et des images pour raconter l'Irak qu'elle a connu, secoué par les putschs, les dictatures et la guerre. Une recherche autobiographique dans la veine des fabuleux tomes de *Persepolis* de l'Iranienne Marjane Satrapi. Dans les années 60 et 70, Brigitte Findakly a passé quatorze ans de son enfance à Mossoul avant d'émigrer à Paris avec ses parents. Son roman graphique est d'une triste actualité, en raison des expériences migratoires qu'il relate, mais aussi des souvenirs liés à des lieux dans une large mesure détruits aujourd'hui. Au travers d'un regard d'enfant, l'auteure décrit des êtres aimés, des jeux, mais aussi des bouleversements politiques. De brefs épisodes livrent un aperçu d'un quotidien marqué autant par des malentendus d'ordre culturel que par la menace grandissante de dictatures militaires et de coups d'État. Brigitte Findakly et Lewis Trondheim, «*Coquelicots d'Irak*», L'Association, Paris, 2016

LA DIGNITÉ DES ROMS



(bf) La photographe autrichienne Christine Turnauer a toujours été fascinée par le caractère unique et la diversité des êtres humains qu'elle compare à des « flocons de neige ». Lors de longs périples, elle saisit de manière intuitive des visages, dans toute leur présence, en noir et blanc. Ses clichés sont des portraits émouvants, proches, presque intimes, comme dans ce dernier album intitulé *Die Würde der Roma* (« La dignité des Roms »). Cette fois-ci, à 72 ans, la photographe est partie sur les traces des Roms, dans les États du Gujarat et du Rajasthan, au nord-ouest de l'Inde, où se trouvent leurs racines européennes. Elle s'est rendue également en Hongrie, en Roumanie, au Monténégro et au Kosovo. Ces portraits sont fascinants. Ils n'embellissent pas les modèles, ne gommant ni la fatigue ni les privations endurées qui creusent leurs traits. Ils sont brossés avec finesse et sensibilité. *Christine Turnauer, «Die Würde der Roma», Hatje Cantz Verlag, Berlin, 2017*

LE LONG DES FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'EUROPE



(bf) En décembre 2013, le magazine espagnol *El País Semanal* charge le journaliste Guillermo Abril et le photographe Carlos Spottorno de réaliser une série d'articles consacrés aux frontières extérieures de l'Union européenne. Leur voyage débute à Melilla, enclave espagnole au Maroc hautement surveillée et protégée par une clôture tout simplement infranchissable. Il se poursuivra au nord de la Finlande,

jusqu'aux forêts de Biélorussie. À proximité de celles-ci, des troupes de l'OTAN s'entraînent en vue d'un conflit frontalier avec la Russie. Les deux hommes rencontrent des fuyards, des gardes-frontières et les autorités de différentes communes. Ils gardent une trace de ces expériences par les mots et par l'image. Guillermo Abril et Carlos Spottorno, qui s'est vu décerner un World Press Photo Award pour ses photographies, présentent ici les fruits de leur voyage. La forme adoptée par ce compte-rendu remarquable (*Der Riss* (« La déchirure »)) est innovante: elle tient à la fois du photoreportage et de l'essai en bande dessinée, mêlant les genres du livre photographique et du roman graphique. C'est aussi une histoire qui ne repose pas simplement sur des faits réels, mais est réalité. *Carlos Spottorno et Guillermo Abril, «Der Riss», Avant-Verlag, Berlin, 2017*

DIVERS

DES SPÉCIALISTES DU DFAE VIENNENT À VOUS

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est, toutefois, disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent prendre part à la manifestation. *Informations: Service de conférences du DFAE, Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 058 462 31 53, courriel: vortragsservice@eda.admin.*

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Manuel Sager (responsable)
George Farago (Coordination globale)
Beat Felber, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Anja Prodöhl, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production)
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (jlh), Zélie Schaller (zs), Christian Zeier (cz)
Ernst Rieben (er)

Concept graphique

Communication visuelle DFAE

Réalisation

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression

Stämpfli AG, Bern

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne

Courriel: deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

Internet: www.deza.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 47'400

Couverture: Sécheresse au Somaliland; Christoph Goedan/laif

ISSN 1661-1675

COUP DE CŒUR



© Christophe Lesberger

AU RYTHME DES SONS MÉTISSÉS

La chanteuse Florence Chitacumbi explore, d'album en album, les univers de la soul, du jazz et de l'afrobeat. Sa dernière création: le spectacle *Réunion*.

« Métissage » est mon maître-mot. J'ai baigné avec ma mère chaux-de-fonnière dans la chanson française. Mon père angolais m'a, lui, fait découvrir la soul et la rumba congolaise. J'ai grandi avec ces deux cultures musicales. J'aime mélanger les genres: jazz, soul, funk et afrobeat. Mes voyages en Angola influencent mon œuvre inconsciemment. Les images de mes tantes qui cuisinent le manioc, les odeurs, la chaleur colorent mes chansons. La façon dont les gens se sont relevés de la guerre civile m'impressionne. Mes sources d'inspiration dépassent largement les frontières angolaises. C'est à Londres, alors que je n'avais que dix-sept ans, que mon empreinte musicale s'est affirmée au contact d'artistes jamaïcains. J'ai, ensuite, fait la connaissance de Luther Pereau, pianiste de la Sud-Africaine Miriam Makeba qui m'a beaucoup marquée. Une autre rencontre importante: celle du percussionniste d'origine martiniquaise Mino Cinelu. Ensemble, nous avons créé le spectacle *Réunion*, qui regroupe des personnes très différentes - hommes et femmes d'origines diverses, jeunes et moins jeunes, avec de forts caractères. Le métissage: un choix, une mission.

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

« Quelque 27 millions de personnes risquent
présentement de mourir de faim. Il s'agit de la
plus grande crise humanitaire depuis la Seconde
Guerre mondiale. »

David Beasley, page 15

« Alors que de plus en plus d'Indiens et de
Pakistanais sont connectés à la Toile, nouer des
liens d'amitié et apprendre à se connaître devient
plus facile. »

Urvashi Butalia, page 25

« Enfant, j'avais honte de mon identité afghane et
affirmais être Iranienne. »

Shahrbanoo Sadat, page 37